

Faculté des sciences économiques,  
sociales, politiques et de communication  
École des sciences politiques et sociales (PSAD)

# La politique étrangère américaine en Colombie et son influence sur le processus de paix

Hégémonie, interdépendance et sécurité en Amérique  
latine au XXI<sup>ème</sup> siècle

Auteur : Alexandre Pierchon  
Promoteur : Mr. Tanguy Struye De Swielande  
Année académique : 2020-20201  
Master en Sciences politiques, orientation générale- SPOL2M1

## DECLARATION SUR L'HONNEUR – PLAGIAT

Je déclare sur l'honneur que ce travail a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie.

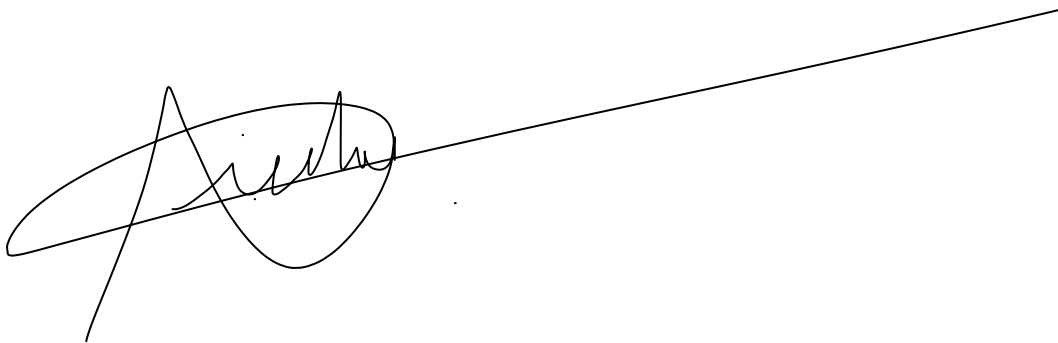
Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur.

Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au *Code de déontologie pour les étudiants* en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave.

Fait le 31/05/2021

Par Alexandre Pierchon

Signature

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Alexandre Pierchon', is written over a long, thin horizontal line that extends across the page.

## Table des matières

1. Introduction .....	4
2. Cadre théorique .....	6
2.1 Évolution du système international : les relations d'interdépendances .....	6
2.2 Le réalisme hégémonique .....	9
2.2.1 Le <i>Hard Power</i> .....	11
2.2.2 Le <i>Soft Power</i> .....	11
3. Application du cadre théorique .....	14
4. Thème 1 : La situation régionale des acteurs .....	15
4.1 La politique extérieure des États-Unis en Amérique latine .....	15
4.2 La politique extérieure de la Colombie .....	18
4.3 La politique extérieure des États-Unis : reflet du <i>Hard</i> et du <i>Soft Power</i> .....	19
5. Thème 2 : L'évolution bilatérales des acteurs .....	23
5.1 Les relations bilatérales avec les États-Unis sous la présidence de Gaviria : lutte contre le narcotrafic (1990-1994) .....	23
5.2 Les relations bilatérales avec les États-Unis sous la présidence de Samper (1994-1998) .....	24
5.3 Les relations bilatérales avec les États-Unis sous la présidence de Pastrana : le Plan Colombie (1998-2002) .....	25
5.4 Les relations bilatérales avec les États-Unis sous la présidence d'Uribe (2002-2010) .....	26
5.5 Les relations bilatérales avec les États-Unis sous la présidence de Santos : dialogue et accord (2010-2018) .....	29
5.6 L'évolution du Plan Colombie : reflet du <i>Hard</i> et du <i>Soft Power</i> .....	32
6. Thème 3. Le processus de paix : influence et intérêts américains .....	36
6.1 La participation des États-Unis au processus de paix .....	38
6.2 La stratégie américaine pour le post-conflit .....	39
7. Conclusion .....	41
8. Bibliographie .....	44

## 1. Introduction

Dans un contexte d'après-guerre froide, les États-Unis ont, à travers leur politique extérieure notamment, pu endosser le rôle du leader du monde libre et démocratique. (Weldes, 1999, p. 30) En effet, ils se chargeaient alors d'avoir l'obligation morale de s'ériger en tant que défenseur de la liberté et de la démocratie. Leurs interventions fermes se sont avérées pour eux fondamentales en vue de protéger les valeurs démocratiques (Weldes, 1999, p. 30). La nouvelle conjoncture mondiale a alors mis en lumière un monde complexe, mis en danger par la multiplication d'acteurs non-étatiques, mais également par d'autres phénomènes comme des tensions ethniques, le terrorisme, les dommages environnementaux, ou encore le narcotrafic. Ces nouveaux phénomènes qui influençaient les relations internationales se sont alors éloignés des tensions inter-étatiques qui étaient caractéristiques de la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle. (J.Katzenstein, 1996, p. 42)

Au sortir de la guerre froide et dans le cadre de la Colombie, ces nouveaux phénomènes s'articulaient autour de problèmes comme le narcotrafic, la violence ou encore les mouvements insurrectionnels. Le pays a alors dans un premier temps su trouver des solutions et traitements partiels à chacun des problèmes énumérés ci-dessus, tout en gardant une autonomie somme toute relative à chaque problématique en fonction de sa portée historique et géographique. Néanmoins, le pays, dans un contexte de mondialisation post-guerre froide, ne pouvait pas faire sans les États-Unis afin de résoudre les problèmes auxquels il ne trouvait pas de mécanisme de solution globale. (Ardila, Cardona, & Socorro, 2005, p. 335)

En partant du postulat de redistribution du pouvoir au niveau mondial, le but de ce travail sera d'analyser la politique étrangère américaine en Colombie et son influence sur le processus de paix à partir des concepts d'hégémonie, d'interdépendance et de sécurité mais également à travers les concepts de « *Hard Power* » et « *Soft Power* ».

Dans la première partie ce travail de fin d'étude, je réaliserai tout d'abord un cadre théorique qui me permettra faire dialoguer les différents auteurs et théories de relations internationales utiles à ma recherche ainsi que dans son application. Ceux-ci me permettront par la suite d'analyser les événements politiques et l'évolution des politiques étrangères des différents pays en présence au prisme de ces différentes théories énoncées afin de répondre à ma problématique qui est la suivante :

*Dans quelle mesure, l'évolution du conflit et du processus de paix en Colombie témoigne-t-elle d'un affaiblissement de l'hégémonie des États-Unis dans ce pays au XXI<sup>e</sup> siècle ?*

La problématique ne se construira pas ici dans le but de prouver le bienfondé de telle ou telle théorie ou philosophie politique, mais se construira plutôt sur une réflexion sociologique et géopolitique portant sur la politique étrangère américaine et sur les évolutions du conflit ainsi que du processus de paix en Colombie. En d'autres termes, les questions « d'hégémonie », de « réalisme », de « *Hard power* » et de « *Soft Power* » seront utilisés comme des outils conceptuels qui permettront de répondre à ma question de recherche. Dans la seconde partie du travail, j'énoncerai brièvement comment sera appliqué le cadre théorique à ma recherche avant de développer le plan de ce travail de fin d'étude.

À ce stade du travail et de ma recherche, j'ai pu dégager deux hypothèses distinctes mais qui sont également opposées. La finalité du travail, sera de vérifier le bienfondé de ces deux hypothèses.

La première hypothèse est que dans l'évolution du conflit ainsi que dans sa résolution, il apparaît à première vue qu'il y a sans doute une prise de conscience au niveau des élites colombiennes, autrement dit du gouvernement et de l'État colombien, que la solution militaire n'est peut-être pas la plus adéquate mais que la paix serait obtenue plus facilement à travers des politiques de réformes sociales qui devraient plutôt émaner du gouvernement colombien. Le rôle des États-Unis serait alors amoindri et le pays d'Amérique du Nord perdrait de son influence hégémonique dans le pays *cafetero*. Cela se traduirait dans les différentes politiques étrangères et locales des deux pays. Notamment dans celles du Président Santos, principal protagoniste du processus de paix, qui a adopté le « *Plan Paix* » et qui désire arriver à une « union nationale » et ce grâce au peuple colombien. (Lasconjarias, 2016, p. 39). Ce dernier a entamé un virage politique par rapport à son prédécesseur, le Président Uribe, adepte quant à lui de la solution militaire. Ceci par définition exclu en partie les États-Unis du processus et affaiblirait le cas échéant sa position en Colombie.

Une autre hypothèse est que les États-Unis ont un intérêt certain que le processus de paix aboutisse. En effet, les États-Unis aspirent à un voisinage non menaçant et ce d'autant plus en Colombie pour des raisons idéologiques. Le pays a par ailleurs intérêt à obtenir une solution à moindre coût, à travers d'un soutien au processus de paix et donc de leur « *Soft Power* » et de leurs valeurs démocratiques. En partant de ce constat, nous pouvons en déduire que l'hégémonie américaine dans le pays ne s'en verrait pas affectée, même si le nouveau Président Duque, proche de Donald Trump, est revenu sur les termes du traité de paix (Arturo Hernandez, 2020).

Afin de vérifier ces hypothèses, le présent travail se réalisera au travers d'un plan synchronique, par thème. Le premier thème s'attardera sur la situation régionale de ces deux

acteurs. Le deuxième thème concernera l'évolution des relations bilatérales en fonction du conflit et du processus de paix. Le troisième thème abordera la question du processus de paix et de l'implication des États-Unis dans ce dernier mais aussi de leurs intérêts ainsi que de leur stratégie à adopter pour la situation de post-conflit.

Le TFE reprendra donc en guise d'introduction et de première partie, la présentation du cadre d'analyse ainsi que son application pour ensuite analyser les événements politiques et les évolutions des politiques étrangères au prisme des différentes théories énoncées. Il s'agira par ailleurs de replacer la Plan Colombie et le processus de paix en discussion avec les différentes évolutions des relations bilatérales liant les États-Unis et la Colombie en se centrant sur la politique étrangère américaine en Colombie. Pour soutenir l'argumentation seront utilisés : l'évolution des relations bilatérales mais aussi des traités et/ou des décisions diplomatiques (économique ou de défense) prises par ces deux pays.

## **2. Cadre théorique**

### **2.1.Évolution du système international : les relations d'interdépendances**

À l'étude des caractéristiques de ma thématique, l'évolution du système international en tant qu'état de l'ensemble des relations au niveau international mais aussi -et surtout- au niveau régional (les Amériques) constitue un thème général pouvant faire émerger une problématique.

En effet, selon Guillaume Devin, les relations internationales peuvent, au même titre que les relations sociales, se construire sous deux types de relations : des relations d'interaction et des relations d'interdépendance. En ce qui concernent les relations d'interaction, Devin nous dit que « *la modification du comportement d'un acteur agissant entraîne la modification de l'ensemble de la relation.* » Lorsqu'on s'intéresse aux relations internationales, les relations de sécurité s'apparentent souvent à ce type de situation d'interaction. L'adoption d'une mesure de défense par un État, est alors vu par un autre État comme un accroissement de la menace, ce qui aura pour conséquence une contre-mesure et alimentera un processus d'escalade. (Devin, 2002, p. 3). Mais, alors que les relations d'interaction vont souvent de pair avec des effets de compétition, les relations d'interdépendance produisent plutôt quant à elles des effets d'agrégation. Dans ce type de relations, « *les acteurs opèrent des choix qui individuellement sont marginaux, mais qui, cumulés, sont de nature à modifier l'ensemble des relations.* » (Devin, 2002, p. 3)

Après la dissolution du bloc soviétique et l'éclatement de l'URSS, de nouvelles discussions sur la conceptualisation du système international sont apparues. Ce système ne serait alors pas bipolaire ou multipolaire. Les Etats-Unis domineraient tout simplement le monde. Cela serait l'unique puissance capable de projeter ses forces en tout point du globe. Le monde serait caractérisé par l'unipolarité. (Devin, 2002, p. 6). Or, d'un point de vue réaliste, cette situation n'est pas prévue pour durer dans le temps comme le décrivent les théoriciens de l'hégémonie française au XVIIème siècle ainsi que britannique au XIXème. En effet, il s'agirait là d'un « moment unipolaire » qui ouvre la voie à l'apparition d'une nouvelle multipolarité. Selon Layne, « *l'évolution différenciée des taux de croissance et la volonté des autres États de corriger le déséquilibre des forces stimulent la compétition, favorisent l'émergence de nouvelles puissances et affaiblissent relativement la position prépondérante des États-Unis* ». L'unipolarité ne serait donc qu'un moment passager et se situerait entre la bipolarité et la multipolarité. (Layne, 1993, p. 21)

En partant de ce constat, les États-Unis, définis comme « superpuissance » dans les années 1990 vont voir leur puissance décliner sur tous les plans. Cela se traduira par exemple par l'échec sur le plan militaire en Iraq ou sur le plan économique avec l'émergence d'acteurs comme la Chine. Ce déclin aurait même débuté durant les années 70, période témoin de nombreux bouleversement économique. Durant cette période, Robert Gilpin observe que les États-Unis font face à une crise économique doublée d'une crise sociale de grande envergure. Selon Gilpin, la fin de l'hégémonie américaine est caractérisée par la décision du président Nixon de rendre le dollar inconvertible en or le 15 août 1971 (Roche, 2008, p. 93). Les États-Unis ont alors pris le rôle des premiers emprunteurs, eux qui étaient jusqu'alors les premiers financiers de l'économie mondiale (Roche, 2008, p. 93). Néanmoins, l'influence toujours importante du dollar dans l'économie mondiale est toujours la preuve du rôle que joue les États-Unis. Le pays préfère toutefois exercer une hégémonie informelle, plutôt que de chercher à vouloir institutionaliser cette forme de domination (Roche, 2008, p. 94). Cette hégémonie informelle est diffusée par des « régimes » qui viennent appuyer une domination indirecte. Gilpin retrouve ainsi les trois régimes suivants : « *le régime du dollar, le régime de la multilatéralisation des échanges et le régime des investissements internationaux pour diffuser les modèle américain* » (Roche, 2008, p. 94)

La question qui se pose est donc celle d'un système international multipolaire qui fait des États-Unis une puissance parmi d'autres, ce qui influence donc ses possibilités d'action. (Negri & Hardy, 2012) Dans le cadre de ce travail, la question sera pour moi de savoir si cela se traduit dans l'évolution des politiques américaines en Colombie au XXIe siècle.

Il peut être également intéressant de souligner que Joseph Nye précise que si les États-Unis restent une superpuissance sur le plan militaire, économiquement et « culturellement » cela n'est plus le cas. Une question fondamentale, ici pour Nye, tient en la multiplicité des niveaux auxquels les acteurs (États, entreprises multinationales, groupes privées, ONG, individus) interagissent. Ces niveaux représentent toute une série d'échanges au sein desquelles les États-Unis ne sont plus hégémoniques. Il faut donc prendre - au-delà de la question de différents pôles d'États concurrents - la réflexion sur la multiplicité d'acteurs de nature différente sur la scène internationale où la puissance américaine est mise en situation d'interdépendance. (Nye J. , 2003, p. 25)

Selon Nye et Keohane, l'ordre international est aussi anarchique. Cette anarchie n'est pas structurelle et déterminante (au sens déterministe) mais est le fruit des actions rationnelles des individus, et elle forge sur la scène internationale, une interdépendance complexe et asymétrique (Joseph & Keohane, 1977, p. 390). Dans le cadre des relations entre les États-Unis et la Colombie, cette relation asymétrique se traduit par différentes menaces que représentaient certaines réalités colombiennes pour les États-Unis depuis la fin de la guerre froide à savoir : la culture et le trafic de stupéfiant, la corruption de l'État ainsi que la présence d'acteurs violents non-étatiques. Depuis plusieurs années, ces nouvelles menaces alimentent les débats en relations internationales. La recherche du sens a repris un cheminement plus traditionnel même si les formes prises par le désordre mondial du début du XXIème siècle n'a plus grand-chose à voir avec la situation de la guerre froide. De nouvelles guerres ont vu le jour et avec elles est née le concept de « zones grises », théorisée par Jean-Jacques Kourliandsky. Selon lui, « *ces nouveaux conflits affecteraient ainsi une partie ou la totalité d'une ville, voire d'un État. Ces nouvelles guerres, caractéristiques des « zones grises », cristalliseraient les menaces affectant le monde contemporain : criminalité internationale, narcotrafic, migrations clandestines, terrorisme, etc...* » (Kourliandsky, 2003, p. 147). Ces menaces ont donc d'après Kourliandsky remplacé la menace nucléaire. Cependant, depuis le XXIème siècle, un tournant dans cette perception de la menace asymétrique et dans leurs relations s'est opéré, notamment à la suite des attentats du 11 septembre, ce qui a eu pour conséquence un investissement massif militairement parlant de la part des États-Unis, notamment en Colombie et ce à travers du Plan Colombie par exemple (Kourliandsky, 2003, p. 147). Les États-Unis ont alors qualifié de nouvelles menaces « *les atteintes violentes portées à leur sécurité nationale ou, plus généralement, à celle de leurs alliés.* » (Kourliandsky, 2003, p. 150) Dans le cadre du conflit armé en Colombie, ces nouvelles menaces pour les États-Unis sont représentées par des

atteintes aux droits de l'homme, des déplacements forcés de toute une partie de la population, de trafic de stupéfiants ou encore de terrorisme (Massé, 2003, p. 3).

En effet, alors que le conflit se limitait à ses débuts au territoire colombien, celui-ci à au fil du temps semblé atteindre et menacer l'équilibre des États d'Amérique du Sud et a fortiori des États-Unis. Nombre de colombiens ont tenté de trouver refuge dans les pays limitrophes à la Colombie mais aussi aux États-Unis pour des raisons économiques et psychologiques. (Massé, 2003, p. 4)

## **2.2. Le réalisme hégémonique**

Néanmoins ces relations d'interdépendance et les coopérations institutionnelles font naître chez certains réalistes une série de résistances (Devin, 2002, p. 12).

Selon Waltz, pour qui l'identification des acteurs est importante, une approche centrée sur les États est essentielle. Le fait que les États soient dépendants ne change rien. En effet, selon lui, des inégalités ont toujours existé sur la scène internationale où certains acteurs sont plus puissants ou plus faibles que d'autres (Waltz, 1979). Ce postulat de Waltz ouvre la voie à la théorie du réalisme hégémonique.

Cette théorie présente l'idée selon laquelle les relations entre États ne sont pas équivalentes. En effet, selon cette théorie, il y en a toujours un plus puissant que les autres et ce dû au fait que cet État dispose de plus de ressources. Dans cette catégorisation se trouve l'État hégémonique qui dans notre cas se trouve être les États-Unis étant donné que ce pays dispose de ressources suffisantes pour se considérer comme hégémonique. Le pays exerce sur les autres une relation asymétrique qui inclut ses intérêts économiques, politiques, de défense et de sécurité. C'est d'ailleurs ce qu'affirme Joshua Goldstein lorsqu'il nous dit que si le terme « *hégémonie* » signifie le fait de pouvoir édicter ou du moins dominer les normes et accords qui gouvernent les relations internationales, les États-Unis seraient aujourd'hui dans ce cas un État hégémonique (Nye J. , 2003, p. 19). Ce terme « *hégémonie* » peut par ailleurs prendre plusieurs sens. Il peut premièrement dénoter la puissance d'un État dominant à l'intérieur d'une multitude d'acteur diplomatique. Mais il peut aussi signifier « *la domination idéologique d'un groupe qui lui permet de s'assurer de la légitimité et l'autorité nécessaire pour gouverner en présentant sa propre vision du monde comme le sens commun, la seule façon raisonnable d'envisager les choses.* » (Rioux, Keenes, & Légaré, 1988, p. 60). C'est plutôt sur cette deuxième définition, issue de l'œuvre de Gramsci, que je me centrerai dans le cadre de ma recherche.

Dans une perspective plus générale, le réalisme hégémonique suppose, dans la mesure où on se centre sur une base réaliste du système international, que sur le plan international il n'existe pas de régulation centralisée qui permette de contrôler les ambitions de pouvoir ou la domination d'un pays puissant sur un pays plus faible. Or la réelle motivation de contrôle de ces pays puissants sur d'autres est de nature égoïste, dans le sens où chaque pays cherche unilatéralement à défendre ses intérêts (Donnelly, 2000)

Alors que le réalisme néo-classique réfléchit en termes de « puissance », considéré comme une superposition de capacités matérielles et dont le facteur de mobilisation de cette puissance et de sa transformation est la volonté politique (plaçant cette école dans la lignée du réalisme classique), le réalisme hégémonique propose de repenser cette définition de la puissance (Roche, 2008, p. 90).

Un des auteurs ayant pour volonté de repenser cette notion de puissance se trouve être Paul Kennedy. En effet, dans son ouvrage « *Naissance et Déclin des Grandes Puissances. Transformations Économiques et Conflits Militaires entre 1500 et 2000* », <sup>1</sup> Kennedy met en perspective l'histoire des grands empires depuis le XVIème siècle au prisme du concept « d'hyperextension ». En d'autres termes, cette loi postule que « *Tout empire périra* ». En effet selon Kennedy, les empires, à force de vouloir chercher à s'agrandir seraient de manière inexorable condamnés à la chute lorsque « *les frais de la défense extérieure de frontières trop étendue et les dépenses de sécurité intérieure sur des territoires trop vaste imposent des prélèvements trop considérables sur la richesse nationale.* » (Roche, 2008, p. 91)

Cette théorie de Kennedy semble d'ailleurs se confirmer avec l'exemple de la chute de l'Union Soviétique, ruinée par une course à l'armement excessive en comparaison avec ses capacités économiques. Cette dégradation de la puissance va à mesure se transformer en « hégémonie » et impose de repenser les instruments dont disposent les plus grandes nations, dont les États-Unis, pour appliquer leur leadership. L'expression du réalisme hégémonique et donc une autre façon de concevoir la puissance, incarnée notamment dans l'œuvre de Joseph Nye et démocratisée par le concept du « *Soft Power* » opposé au « *Hard Power* » (Roche, 2008, p. 91).

---

<sup>1</sup> Paul Kennedy, *Naissance et Déclin des Grandes Puissances. Transformations Economiques et Conflits Militaire*, Paris, Payot, 1991

### 2.2.1. *Le Hard Power*

Étant donné que l'État hégémonique cherche avant tout à maintenir son influence sur les autres États, présenté dans le système comme moins puissant, les États-Unis ont trouvé le moyen de maintenir cette influence au moyen du « *Hard Power* ». Avant de définir le « *Hard Power* » tel que présenté par Joseph Nye ainsi que son implication dans la compréhension de la politique étrangère américaine en Colombie au XXIème siècle, il est important de définir le principe même de puissance tel que théorisé par Nye. Selon lui, la puissance se résume « à la capacité d'obtenir les résultats que l'on veut, et si nécessaire, de changer le comportement de l'autre pour que cela se produise » (Nye J. , 2003, p. 36). L'atteinte de ces objectifs se réfère clairement à la maximisation des intérêts des États qui ont la capacité d'appliquer cette puissance. Cette capacité est associée à la possession de certaines ressources comme la population, le territoire, les ressources naturelles, la capacité économique, la stabilité politique ou encore la puissance militaire. Les pays qui disposent de ces ressources seraient en position de force et seraient influents (Nye J. , 2003, p. 36).

On sait donc que le « *Hard power* » est une des formes de puissance à travers laquelle un État exerce une domination sur un autre afin d'atteindre ses objectifs. Par conséquent, le « *Hard Power* » se réfère à la capacité d'un État de définir ou de changer le comportement d'un autre État plus faible au moyen de menaces. Il faut ici comprendre par menaces, les interventions militaires, l'application de sanction économique, l'arrêt d'aide financière, militaires et commerciales (Mora, 1995, p. 221). L'exercice du « *Hard power* » suppose donc une relation asymétrique très marquée, dans laquelle le pays le plus faible est dans une relation de dépendance qui permet l'assimilation des politiques du pays puissant dans le cadre par exemple d'une menace de la suspension d'aide économique ou d'une intervention armée, ce qui suppose une supériorité économique ou militaire. (Mora, 1995, p. 222).

Nonobstant, pour Nye, le « *Hard power* » a changé dans sa façon de s'exprimer et sur certain point, il s'est affaibli à mesure que le discours sur le droit humain, la détermination des peuples et les valeurs morales remettaient en question ces types d'intervention sur la scène internationale, et ce même s'il n'a pas totalement perdu sa force. (Nye J. , 1990, p. 181)

En effet, selon Nye et Keohane, « *La sensibilité et la vulnérabilité des États et des sociétés aux demandes et aux valeurs provenant d'outre-frontières. Les politiques domestiques et étrangères deviennent entremêlées et impossibles à distinguer l'une de l'autre car l'agenda international comprend de plus en plus d'items économiques, sociaux et culturels. Dans le contexte d'interdépendance complexe, la politique étrangère n'est plus la poursuite rationnelle*

*de l'intérêt national, mais un processus incertain de contrôle des divers demandes, contacts et initiatives issus à la fois de la société internationale et de la société domestique.* » (Rioux, Keenes, & Légaré, 1988, p. 70)

Keohane et Nye ont tenté de démontrer que, contrairement aux attentes du modèle stato-centré, l'avantage de puissance qu'un État possède sur un autre ne va pas obligatoirement se traduire par des gains dans tous les domaines fonctionnels (prenant l'exemple de la puissance militaire qui selon eux ne procure pas aux grands États des avantages dans leurs négociations commerciales). (Rioux, Keenes, & Légaré, 1988, p. 70)

Ils ne rejettent pas d'ailleurs de prime abord le réalisme, mais ils le confrontent à une perspective différente. On pourrait dire que leur contribution a d'une certaine manière contribué à une amélioration du réalisme en réorientant de manière contemporaine le paradigme hégémonique. Keohane et Nye affirment par ailleurs vouloir « adapter le réalisme au lieu de le rejeter » (Rioux, Keenes, & Légaré, 1988, p. 67).

### 2.2.2. *Le Soft Power*

Afin de théoriser le « *Soft Power* », Nye s'est tout d'abord inspiré des réflexions du Marshall Singer qui considérait que « *la puissance repose aussi bien, sinon plus, sur la capacité d'attirer qu'elle ne repose sur la capacité de contraindre* » (Singer, 1972, p. 59).

Le « *Soft Power* » se situe donc en opposition au « *Hard Power* » et constitue une forme indirecte d'exercer le pouvoir. Joseph Nye part du principe qu'il s'agit d'arriver ici à ce que les autres nations aspirent à ce que la nation ici hégémonique aspire, notamment en admirant ses valeurs et grisées par son exemple (Nye J. , 2004, p. 30). Il s'agit d'une forme de domination culturelle et idéologique dont les productions intangibles sont destinées au long terme afin de servir de facilitateurs aux intérêts du pays hégémoniques grâce à l'absorption et non pas à travers de la coercition (Nye J. , 2004, p. 30).

Cependant, il n'est pas possible d'affirmer que le « *Soft Power* » se traduise en termes d'influence puisqu'il s'agit selon Nye de la matérialisation de cette même influence. Autrement dit, comme la persuasion ou la capacité de transposer les concepts et valeurs de la nation hégémonique en arguments (Nye J. , 2004, p. 30).

Pour Nye, l'usage du « *Soft Power* » est une nécessité et ce du fait récent de la révolution et globalisation informatique qui permet à des groupes non-étatiques d'exercer le pouvoir et d'avoir le contrôle d'espaces qui dépassent les frontières des États, facilitant ainsi la prolifération de toute sorte de mouvement, notamment le terrorisme (Nye J. , 2004). Le « *Soft*

*Power* » implique un changement de stratégie qui vient compléter les autres outils stratégiques déjà existants. Au lieu d'utiliser les armes, le « *Soft Power* » prétend plutôt développer les appareils économiques et commerciaux afin d'obtenir des bénéfices au travers de certains échanges commerciaux (Nye J. , 2004).

Dans un de ses essais sur le thème du leadership américain<sup>2</sup>, Nye étudie les causes principales des atteintes à ce leadership. Selon lui, la modification des critères de puissance en est la cause majeure (Roche, 2008, p. 95).

Deux phénomènes corrélatifs viennent selon Nye contribuer à cette évolution. Le premier phénomène provient de la complexification des échanges internationaux (on retrouve par ailleurs ici le concept d'interdépendance complexe des travaux de Keohane et Nye). Le deuxième quant à lui trouve sa source dans la transformation de la puissance. Pour Nye, « *cette puissance est moins fongible que précédemment. Cette non-fongibilité des critères de la puissance repose sur l'idée que les avantages acquis dans un domaine particulier seraient de moins en moins transférables vers un autre domaine de l'action internationale.* » De ce point de vue, la puissance diplomatico-stratégique des États-Unis ne se placerait plus au service de leurs intérêts financiers et économiques. De plus, l'utilisation de la puissance militaire à des fins commerciales ou économiques s'avèrerait contre-productif (Roche, 2008, p. 96).

Par ailleurs, les facteurs manifestes de puissance telle que la force militaire et économique, les ressources fondamentales, etc... viendraient être remplacées par des facteurs non-manifestes tels que la culture ou la cohésion nationale. Étant donné qu'aucun autre État ne peut actuellement se targuer d'être une puissance concurrente, ces facteurs non-manifestes ne menaceraient pas la position des États-Unis dans le monde mais affecteraient « *leurs capacités d'adaptation aux nouveaux modes d'interdépendances* » (Roche, 2008, p. 96)

Aux États-Unis, la tendance historique est à l'utilisation du « *Hard Power* » par rapport à celle du « *Soft Power* », qui favorise la persuasion et la séduction. Afin de ne pas prendre le risque d'utiliser l'entièreté de sa force qui s'avèrerait peu efficace, les États-Unis pourraient se servir de leurs valeurs démocratiques et ainsi combiner dans le même temps les ressources des deux formes de pouvoir afin d'arriver à l'établissement d'un « *Smart Power* » (Nye J. , 2013, p. 20)

---

<sup>2</sup> Joseph Nye, *Le Leadership Américain-Quand les Règles du jeu Changent*, Presses Universitaires de Nancy, 1992

### 3. Application du cadre théorique

Tout au long de ce travail, ces thèmes seront abordés et me permettront par la suite d'analyser les événements politiques et l'évolution des politiques étrangères des différents pays en présence, au prisme de ces différentes théories énoncées.

Afin de pouvoir réaliser au mieux ce travail, une étude contextuelle qui aura pour but de démontrer mes hypothèses est nécessaire. Avant toute chose, je reviendrai rapidement sur la doctrine Monroe et son corollaire Roosevelt qui font des Amériques le « pré-carré » des États-Unis et qui ont ouvert la voie à une politique impérialiste en Amérique Latine en prenant par exemple l'importance de la période de la guerre froide avec les interventions au Nicaragua, au Chili ou encore au Honduras (Gilderhus, 2006, p. 6). Après 1991, il conviendra d'analyser, avec la chute de l'URSS et l'amointrissement de la menace communiste, les changements d'orientation des politiques des États-Unis sur le continent (et en Colombie).

Par la suite, il conviendra d'intégrer cela à la réflexion sur les politiques des États-Unis en Colombie. J'établirai ici une étude rapide de l'interventionnisme américain dans la lutte contre les Forces Armées Révolutionnaire de Colombie (FARC). Pour ce faire, je partirai de l'idée des États-Unis comme étant un acteur prépondérant de la politique intérieure colombienne. Je présenterai ces deux pôles comme axes des relations bilatérales en termes de sécurité (trafic de drogue et menace communiste en Colombie) (Tamayo Ortiz, 2015)

Pour l'analyse, il conviendra ensuite d'observer l'évolution de ces politiques au XXI<sup>e</sup> siècle. En premier lieu, j'étudierai le Plan Colombie (1999) de lutte contre les narco-trafiquants et l'implication des milices armées. Les deux pays avaient originellement prévu ce plan dans le but de mettre un frein à l'industrie de trafic de drogue, de promouvoir la paix et de sauver l'économie colombienne en mettant en avant la démocratie. Pour certaines organisations de gauche et notamment les FARC, ce plan était destiné avant tout à aggraver les inégalités mais surtout à affirmer l'impérialisme américain (Enciso Vanegas & Julien, 2014, p. 283). Il existe donc des critiques de ce plan car il serait surtout porté sur la sécurisation. Ceci apparaît, pour certains commentateurs, comme un pas vers la « vietnamisation » du conflit (exemple des herbicides puissants lâchés en Colombie sur les productions de coca) (González Monguí & Villarreal, 2015, p. 63). Il conviendra aussi d'analyser la présence de forces armées ou tout du moins de forces de sécurité en Colombie. (Arturo Hernandez, 2020). Une question qui se pose porte sur le multilatéralisme et la nécessité ou non de conjuguer avec l'ONU, Cuba, les FARC...dans la résolution du conflit. Même s'ils ne sont pas un pays médiateur, les États-Unis sont bien présents dans cette négociation de paix avant 2016 et influencent donc

diplomatiquement son évolution (González Monguí & Villarreal, 2015, p. 64). Par ailleurs, il sera également opportun d'analyser la stratégie des États-Unis pour la situation post-conflit en Colombie.

Comme énoncé précédemment, il conviendra de placer le Plan Colombie et le processus de paix en discussion avec les différentes évolutions des relations bilatérales liants les États-Unis et la Colombie en se centrant sur la politique étrangère américaine en Colombie.

Afin de répondre à la question de départ il conviendra de comprendre les variations des relations bilatérales américano-colombiennes, ce qui est ici le cœur de notre recherche. Pour soutenir l'argumentation et l'analyse, je me baserai donc sur l'évolution de ces relations bilatérales au cours du XXIème siècle. L'analyse sera également basée sur quelques traités importants, notamment de défense et économiques.

#### **4. Thème 1 : La situation régionale des acteurs**

##### **4.1. La politique extérieure des États-Unis en Amérique latine**

La politique extérieure des États-Unis, mise en œuvre de manière forte et directe, voit le jour durant la période du président James Monroe dans les années 1823. Cette période est connue pour voir naître la célèbre doctrine Monroe. (Sexton, 2012)

*« Dans le discours du James Monroe, en ce qui concerne l'hémisphère sud des Amériques, il est convenu qu'il ne devait plus faire l'objet de quelconque colonisation de la part de la Grande-Bretagne ou de n'importe quelle autre puissance. »* (Sticker, 2001, p. 21)

En ce sens, la doctrine Monroe exprime l'idée de la répartition géographique, politique, économique et sociale entre le Nouveau Monde par rapport à « l'Ancien monde » tout en mettant en avant les intérêts des États-Unis d'Amérique. À la suite de cette période d'indépendance et de la construction d'une nation indépendante cherchant avant tout à se reconstruire de l'intérieur, va naître une nouvelle forme de gestion des relations extérieures, la « Doctrine de la destinée manifeste ». (Zinn, 2003, p. 177) Sur la base de cette doctrine va changer la politique extérieure des États-Unis pour passer d'un sentiment isolationniste à une position expansionniste et interventionniste. (Zinn, 2003, p. 177)

Cette doctrine se base sur l'idée selon laquelle les États-Unis étaient considérés comme le peuple élu et qu'il avait la grande responsabilité de s'étendre et de se transformer en un pays

hégémonique. (Zinn, 2003) Cette idée sera à la base d'annexions de nombreux territoires mexicains, notamment ceux du Nouveau Mexique et de Haute Californie, connus aujourd'hui sous le nom des États d'Arizona, de Californie, de Nouveau Mexique et de Texas. (Lemoine, 2003)

En Amérique Latine, les États-Unis interviennent militairement tout d'abord à Porto Rico en 1824 mais ensuite au Mexique, au Nicaragua ou en Nouvelle Grenade (Colombie). Par la suite, les États-Unis finiront par annexer Porto Rico, Cuba et les Philippines en 1898. (Lemoine, 2003) Cuba incorporera d'ailleurs par la suite à sa constitution l'amendement de Platt, reconnaissant le droit des États-Unis à intervenir sur son territoire afin de « *préserver l'indépendance cubaine et de défendre le maintien d'un gouvernement afin de protéger la propriété, la vie et les libertés individuelles* ». (Lemoine, 2003)

Les troupes américaines arrivent ensuite au Mexique, au Guatemala, au Nicaragua ainsi qu'en Colombie et en Équateur. Le traité de Hay-Bunau-Varilla est par la suite signé en 1903 et octroie l'utilisation éternelle du canal de Panama aux États-Unis contre la somme de dix millions de dollars. (Lemoine, 2003) Ce traité accorde par ailleurs les droits particuliers à Washington en temps de guerre, transformant ainsi le Panama, d'un point de vue militaire, en un nouvel État américain. (Lemoine, 2003)

En 1912, les États-Unis interviennent au Nicaragua afin de vaincre les libéraux qui refusaient alors de reconnaître un accord qui permettait alors aux États-Unis de contrôler les finances du pays. Cet accord sera plus tard reconnu par le conservateur Adolfo Diaz, placé à la tête du pays par l'armée américaine. (Lemoine, 2003)

À la suite de toutes ces interventions, les États-Unis participent en 1917 à la Première Guerre mondiale aux côtés des alliés dont faisaient partie la Grande-Bretagne, la France, la Serbie et la Russie contre l'empire Austro-hongrois ainsi que la Prusse. Ce conflit majeur s'est présenté comme la porte d'entrée pour la démocratie dans le monde entier. Avec cette idée vient l'idée pour les États-Unis de se positionner comme grande puissance, partant de la base messianique, pour se considérer comme le peuple élu voulant disséminer cette démocratie à travers le monde. (Zinn, 2003)

Au sortir de la Première Guerre mondiale, le Président Woodrow Wilson montre clairement et ouvertement sa politique à travers un discours présenté dans une université et ses « *Quatorze points* ». (Gardner, 1987) À travers ces quatorze points, Wilson allait montrer au monde la nouvelle orientation de sa politique extérieure à travers laquelle il désirait lancer la libéralisation de marché avec comme idée principale le paradigme libéral comme étant à la base de la modification du système international. (Gardner, 1987) Ceci impliqua l'entrée de nouveaux

acteurs sur la scène mondiale qui aideraient à maintenir la paix internationales et la démocratie. (Gardner, 1987) Autrement dit, il s'agit-là des nouvelles institution internationales encore en vigueur aujourd'hui.

Par la suite, le gouvernement américain de Warren Harding en 1919 allait revenir vers une politique isolationniste, laissant ainsi de côté la politique extérieure et rentrant ainsi dans une période dite de « retour à la normale » (Payne, 2009, p. 5). La politique interventionniste américaine est laissée de côté durant les années 1930 sous la présidence de Roosevelt même si de nombreux régimes autoritaires en Amériques latines seront appuyés, voir implantés par les États-Unis comme ce fut le cas au Guatemala avec Jorge Ubico Castañeda, au Honduras avec Tiburcio Carías Andino ou encore au Nicaragua avec Anastasio Somoza García (Lemoine, 2003).

Cependant, à la suite de la Première Guerre mondiale, l'Allemagne décide d'entreprendre des politiques d'expansion durant la Deuxième Guerre mondiale. Un risque pour les États-Unis, qui verraient alors naître le risque d'affronter un pays pouvant se considérer comme hégémonique. Avec la victoire en 1945 des États-Unis, le pays réussi à réimplanter son statut de pays hégémonique, avec comme porte étendard la diffusion de la démocratie à travers le monde. L'Amérique latine n'échappe pas aux différentes interventions américaines durant la période de guerre froide qui suivra.

Les États-Unis vont alors soutenir certaines régimes dictatoriaux latinoaméricains. Bien que ceux-ci n'adhéraient pas au modèle démocratique et libéral prônés par Washington, leur anticommunisme justifiait pleinement une intervention (Westad, 2019). Le coup d'État du Général Pinochet sera par exemple soutenu par la Maison Blanche en 1973 afin de remplacer le gouvernement socialiste de Salvador Allende. Même si cette tactique limitera la consolidation du communisme à travers le continent, les États-Unis en verront leur image ternie (Westad, 2019).

La fin de la guerre froide laisse place à la démocratisation de l'Amérique latine et remet alors en question les relations entre certains pays et Washington. L'influence hégémonique des États-Unis est alors discutée à plusieurs égards, notamment à travers l'émergence de nouvelles puissances telle que le Mexique ou le Brésil qui viennent contester le rôle de leader régional du pays (Harnecker, 2018).

D'autre part, certains dirigeants latinoaméricains vont faire preuve d'un sentiment antiaméricain avec comme tête de proue Hugo Chavez. L'homme qui dirigea le Venezuela jusqu'en 2013 s'allia au régime castriste de Cuba et mettra en place l'Alternative Bolivarienne

pour les Amériques (ALBA), dont le but était de « *fédérer les pays latinoaméricains au sein d'une alliance anti-américaine* » (Harnecker, 2018).

Cependant, peu de pays consentiront à participer à l'ALBA. En effet, nombreux sont les pays qui ne cherchent plus à entrer en opposition avec Washington en optant plutôt pour une coopération dont ils sortiraient gagnants (Harnecker, 2018).

## **4.2. La politique extérieure de la Colombie**

À l'origine, le territoire de la Grande Colombie s'étendait sur une superficie trois fois plus grande qu'aujourd'hui. Sans pour autant être le plus grand pays d'Amérique, la Colombie pouvait se targuer de disposer d'un territoire dont la superficie se rapprochait de l'Argentine actuelle. Elle était d'ailleurs supérieure à celle du Mexique d'aujourd'hui et un peu plus grande que la moitié de celle du Brésil contemporain. De plus, dans son aspect initial, le territoire colombien était supérieur à celui des treize colonies de L'Union américaine. (Rojas Jiménez, 2019)

Au cours de l'Histoire, de nombreux territoires colombiens ont été transférés au Brésil, au Pérou ou encore au Nicaragua, et ce, à la suite de stratégies douteuses de la part de la classe politique dirigeante colombienne. Malgré ce manque de discernement, semble-t-il commun à tous les présidents colombiens, la Colombie reste un pays doté d'un potentiel énorme. Néanmoins, le pays souffre de ce que Rojas Jiménez appelle d'un « nanisme auto-imposé ». (Rojas Jiménez, 2019) En d'autres mots, la Colombie souffre d'un manque d'estime de soi qui se ressent à l'international. Selon Rojas Jiménez, les gouvernants et la classe dirigeante colombienne ne semblent pas croire réellement au potentiel du pays.

Durant de nombreuses années, aucun auteur de renommée internationale ne s'était intéressé de près à l'étude de la politique extérieure de la Colombie. À la suite de ce constat, Bruce M. Bagley, universitaire américain, en a conclu que le cas de la politique étrangère colombienne s'apparentait à ce « nanisme auto-imposé ». (Tickner & Bitar, 2017, p. 60) Or, selon Herlado Muñoz, si l'on se fie aux ressources dont dispose la Colombie, le pays devrait être considéré comme une puissance régionale et devrait, aux même titre qu'un pays comme le Mexique ou l'Argentine, disposer d'un plus grand pouvoir de négociation sur la scène internationale. (Rojas Jiménez, 2019)

L'origine de ce « nanisme » colombien trouve sa source dans l'histoire du pays, souvent tumultueuse, ainsi que dans le manque d'attention de la classe dirigeante quant aux problèmes internationaux. En d'autres termes, ce « nanisme auto-imposé » est lié aux manques de

certitudes du pays quant à son potentiel. (Rojas Jiménez, 2019) Selon Rojas Jiménez, le pouvoir de négociation colombien pourrait être amélioré à la condition que la Colombie oriente mieux sa politique étrangère et que les décisions gouvernementales soient prises en adéquation avec la stratégie politique nationale. (Rojas Jiménez, 2019)

Néanmoins, certaines décisions politiques comme le Plan Colombie, sur lequel nous reviendrons plus tard, pourrait être le symbole d'un « réalisme complexe », où « *le plus fort – les États-Unis – s'impose, mais où le « nain » – la Colombie – redéfinit, d'une certaine façon, le rapport de pouvoir tirant profit pour lui-même, au-delà de l'hégémonie étatsunienne, et s'accommodant du géant nord-américain.* » (Rojas Jiménez, 2019)

En Colombie, à la complexité géopolitique se mêlent souvent les sentiments de domination et de soumission. Même si le pays a connaissance de son poids dans les affaires des États-Unis et que certains présidents colombiens ont su en tirer bénéfice en utilisant la reconnaissance étatsunienne à bon escient, ceux-ci ont été trop peu nombreux. (Rojas Jiménez, 2019)

Il est également intéressant de signaler qu'il existe entre de nombreux experts de la Politique étrangère colombienne un accord sur l'absence de lignes de conduites précises des services extérieurs colombiens et ce depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution colombienne en 1991. (Rojas Jiménez, 2019) En effet, « *avant d'être une politique d'État, la diplomatie colombienne est avant tout la politique d'un seul homme, celle du président en exercice. Elle est donc entièrement conjoncturelle et dessert uniquement les intérêts présidentiels.* » (Rojas Jiménez, 2019)

Par ailleurs certains experts estiment que la Colombie n'est pas en mesure de dicter sa politique étrangère du fait que cette dernière soit influencée par des facteurs externes et que les puissances supérieures exercent un pouvoir direct sur celle-ci. (Álvarez Zarate, 2003, p. 20) Selon Álvarez Zárate, les politiques responsables des affaires étrangères colombiennes ont été « *colonisées intellectuellement* », se rapprochant ainsi du terme de « nanisme auto-imposé », évoqué par Bagley. (Álvarez Zarate, 2003, p. 20)

#### **4.3. La politique extérieure des États-Unis : reflet du *Hard* et du *Soft Power***

Durant la guerre froide l'antagonisme entre États-Unis et URSS était avant dû à une lutte idéologique où le premier cité se définissait comme étant représentant du capitalisme, du marché libre et de la démocratie lorsque l'Union soviétique présentait un modèle communiste fondé sur la négation de la propriété privée (Grosser, 1995).

Pendant cette période, la politique extérieure des deux puissances s'est manifestée à travers de fortes confrontations, non plus sur le plan militaire mais sur le plan scientifique. Notamment à travers la course aux armements, la conquête de l'espace mais aussi à travers la présentation de modèles de gouvernement totalement éloignés mais dont le but était avant tout la recherche de la maximisation de ses propres intérêts tout en se présentant comme pays hégémonique (Grosser, 1995).

Au début de cette période, les États-Unis appliquèrent la Doctrine Truman, caractérisée par une politique d'endiguement, caractérisée par une course effrénée aux armements entre les deux pays (Bostdorff, 2008). En 1953, au milieu de cette situation marquée par l'endiguement et la menace du recours à la force, le Président Eisenhower a recours à la bombe nucléaire comme moyen de dissuasion afin de forcer l'URSS à renoncer à la guerre froide. Ce faisant, il a cherché à accroître sa puissance militaire tout en maintenant les États-Unis comme première puissance militaire mondiale. Toutefois, cette utilisation de la bombe nucléaire eu des répercussions négatives pour les États-Unis qui furent à maintes reprises désavoués par la communauté internationale du fait de l'utilisation excessives des bombes nucléaires (Grosser, 1995).

En 1961, le président Kennedy arrive au pouvoir. Il maintient la politique étrangère d'endiguement du communisme entreprise par son prédécesseur. Par la suite, son gouvernement est resté dans les mémoires pour la bien connue « crise des missiles » de 1962, événement au cours duquel il a négocié directement avec Cuba et l'URSS, le démantèlement de missiles longue-portées dirigés vers les États-Unis. Dans le même temps, Washington s'était engagé à retirer ses missiles situés en Turquie tout en donnant leur parole de ne pas envahir Cuba (Weldes, 1999).

Plus tard, Lyndon B. Johnson accède à la présidence en 1963 et maintiendra une politique étrangère progressiste, considérant que la meilleure façon d'empêcher le communisme de progresser était de réduire son champ d'action. Par conséquent, il décide de participer à la guerre du Vietnam durant laquelle un demi-million de citoyens américains ont combattu sans pour autant obtenir de résultats probants. Au contraire, la situation au Vietnam généra une imposition élevée aux États-Unis, ce qui suscita le mécontentement de l'opinion publique américaine (Grosser, 1995).

Avec la présidence de Richard Nixon entre 1969 et 1974, la priorité fut donnée à la politique étrangère donnant lieu à une politique dite de « Nouveau Fédéralisme ». Cette politique consistait à donner de l'argent aux principales nations européennes dans le but de parvenir à une réactivation effective de l'économie mondiale et d'ainsi éviter que les idées communistes puissent germer dans la région (Grosser, 1995). Dans le même temps, Nixon décide de retirer

les troupes américaines du Vietnam cherchant une sortie nette de la confrontation (Grosser, 1995).

En 1974, Gerald Ford devient président et promeut une politique de détente avec l'Union soviétique. Il commence également à embrasser les idées et les discours relatifs à la défense des droits de l'homme. En gagnant la présidence en 1977, Jimmy Carter continua à son tour à mettre les droits de l'homme au centre de sa politique étrangère (Grosser, 1995). Cependant, son successeur Ronald Reagan, mit rapidement de côté ce discours, en renouant avec une politique de réarmement militaire par crainte d'un regain de l'idéologie communiste des gouvernements d'Amérique centrale. Pour cette raison, Reagan finança des groupes armés au Nicaragua qui étaient opposés aux sandinistes (Grosser, 1995). De plus, il renforça les liens avec les alliés de l'OTAN, réaffirmant sa politique de « Défense Stratégique » (Payne K. , 1986). Reagan mit sur le renforcement et l'augmentation des armes nucléaires afin de répondre à une possible confrontation avec l'URSS. Cette course à l'armement a conduit l'URSS à l'épuisement de ses ressources et à la signature d'un accord garantissant le succès des États-Unis dans le domaine de l'armement au niveau mondial (Grosser, 1995).

Durant la période de la guerre froide, les États-Unis se sont essentiellement concentrés sur la politique étrangère, reléguant au second plan leurs problèmes de politiques internes. Le pays n'a également pas donné la priorité à la situation des pays frontaliers qui fonctionnaient comme zones d'influences des États-Unis. C'est pourquoi après cette période, les États-Unis ont fondé leurs politiques intérieures sur base de priorités économiques et sociales (Grosser, 1995).

Cependant, la gestion de la politique étrangère n'a pas totalement disparu mais l'investissement massif d'argent dans certaines guerres ont forcé les États-Unis à rediriger leur attention vers la solution des problèmes amenés par ces guerres, notamment celle du Vietnam où le gouvernement américain a perdu de sa crédibilité, perdant ainsi l'hégémonie dont il jouissait depuis le début du XX<sup>ème</sup> siècle (Mora & Cardoza Villasana, 1995). Cette perte d'hégémonie de la part des États-Unis s'est traduite pour l'Amérique latine par une opportunité d'établir de nouvelles alliances, d'établir de nouvelles connexions avec d'autres pays et d'essayer de renforcer son économie d'une manière moins dépendant de la grande puissance (Mora & Cardoza Villasana, 1995). On a alors parlé d'une période « d'abandon ou de négligence douce permettant à l'Amérique latine de diversifier son commerce ainsi que ses sources d'investissement et de rechercher une plus grande autonomie diplomatique par rapport aux États-Unis. » (Mora & Cardoza Villasana, 1995)

Il est important de souligner que ce changement de pouvoir dans la politique extérieure des États-Unis s'inscrit dans un mouvement de changement global de la distribution du pouvoir.

Nous sommes ici dans un scénario où de nouveaux acteurs, composés d'États ou de groupes d'États font pencher la balance en leur faveur par rapport aux États-Unis. Le pays perd alors de sa puissance hégémonique du fait que d'autres États se renforcent, diminuant ainsi le champ d'action de la puissance américaine (Mora & Cardoza Villasana, 1995).

Il faut également souligner que la situation interne des États-Unis n'est pas favorable au rôle qu'ils doivent jouer afin de maintenir leur puissance au niveau mondial. Cette situation permet aux autres blocs de se renforcer et à l'Amérique latine d'adopter une position dans laquelle elle abandonne dans une certaine mesure sa dépendance vis-à-vis des États-Unis (Mora & Cardoza Villasana, 1995).

Cependant, ce n'est pas la raison pour laquelle les politiques étasuniennes se sont orientées en interne vers la Colombie au début des années 1990. La répartition du pouvoir au niveau mondial est présentée comme un scénario dans lequel les États-Unis doivent partager le pouvoir avec l'Europe et le bloc asiatique. L'influence et la domination des États-Unis ont alors pris des formes spécifiques qui impliquent une redéfinition des canaux qui empêcheraient les États-Unis d'étendre et de maintenir leur puissance au XXIème siècle (Kourliansky, 2003).

Bien entendu, il existe une réalité historique propre aux États-Unis qui contribuent à façonner leur politique étrangère de la fin du XXème siècle. La situation interne de l'après-guerre froide et ensuite les attentats du 11 septembre en particulier ont fourni le terreau nécessaire à la consolidation d'une politique étrangère de défense et de sécurité forte. (Doire, 2007). Il est important de souligner à la lumière du réalisme hégémonique que cette politique obéit à d'autres besoins, notamment celui de la recherche de la restauration de l'hégémonie des États-Unis sur la scène internationale (Wallerstein, 2002).

La récupération de ce statut hégémonique des États-Unis sur la scène internationale par rapport à l'Amérique latine est l'élément au cœur de la problématique de la politique extérieure des États-Unis envers la Colombie dans les dernières années du XXème siècle et qui trouve son développement maximal à la suite des événements du 11 septembre 2001. (Wallerstein, 2002).

La promotion de la démocratie, de la sécurité, de la stabilité politique et de la paix sont entre autres les valeurs phares de la politique étrangère américaine à l'égard de l'Amérique latine et plus spécifiquement de la Colombie.

## **5. Thème 2 : L'évolution bilatérales des acteurs**

Historiquement, la Colombie est un pays respectueux du droit international. Depuis son indépendance en 1810, le pays a toujours eu la volonté de respecter les dispositions des différents pactes qui, au cours des deux derniers siècles, ont déterminé la dynamique des relations entre les États. En ce sens, le pays a été respectable mais n'a pas toujours été respecté dans les mêmes proportions. Ses dirigeants, issus de familles traditionnelles depuis le début n'ont pas toujours eu l'intention d'administrer en faveur du peuple colombien, mais plutôt en faveur de leurs intérêts particuliers (Rojas Jiménez, 2019). Ainsi c'est leur classe dirigeante qui a géré de manière presque instinctive, les relations internationales de telle sorte que durant certaines périodes, des territoires ont été perdus, des eaux territoriales ont pu être utilisées pour l'exploitation étrangère, des bases militaires étrangères ont pu être installées (Rojas Jiménez, 2019). Selon certains penseurs, la Colombie a, dans le concert des nations, souvent été un État qui a adhéré aux règles, respecté la loi et collaboré dans la mesure de ses possibilités. Malgré cela, le traitement qu'elle a reçu a souvent été très proche de l'opportunisme des puissances dites alliées, notamment des États-Unis, mais qui ont toujours cherché un avantage dans leurs relations avec le pays *cafetero* (Rojas Jiménez, 2019).

Dans ce chapitre, l'évolution des relations bilatérales entre la Colombie et les États-Unis sera discutée premièrement durant la fin du XX<sup>ème</sup> siècle, afin de remettre les événements dans leur contexte. Ensuite, elle sera analysée au cours du XXI<sup>ème</sup> siècle et des différentes administrations qui s'y sont succédées, mettant tour à tour en discussion le Plan Colombie et le processus de paix.

### **5.1. Les relations bilatérales avec les États-Unis sous la présidence de Gaviria : lutte contre le narcotrafic (1990-1994)**

Depuis les années 80, le gouvernement colombien a commencé à mettre en œuvre des mesures pour lutter contre le trafic de drogue et les principaux cartels de la drogue tels que les cartels de Medellín et de Cali, déclenchant une vague de violence et faisant des centaines de morts, y compris des journalistes et d'hommes politiques en faveur de l'extradition (Pardo, 2008). La loi 27 de 1980 a déclenché la colère des cartels et des trafiquants de drogue car elle approuvait l'extradition des trafiquants de drogue colombien pour qu'ils soient jugés par des tribunaux américains (Pardo, 2008).

En raison de la violence déclenchée par cette loi, le gouvernement colombien a choisi de

mettre en place des mesures afin de calmer ces attaques criminelles constantes en commençant par renforcer la sécurité nationale. Cependant, le pouvoir qu'exerçait les principaux barons de la drogue était si grand que la Colombie se devait de compter sur la coopération d'autres pays et d'organisations internationales afin de trouver une solution à la violence que connaissait le pays du fait du trafic de drogue (Pardo, 2008). Les guérillas n'avaient pas encore le rôle important qu'elles connaîtraient plus tard mais s'occupaient déjà entre autres des cultures de drogues, finançant ainsi leur activité criminelle (Mackenzie, 2005, p. 481).

Après la chute de l'URSS, le communisme a cessé d'être la menace principale pour les États-Unis et, en raison de la prédominance du commerce illégal de la drogue dans ce pays, la lutte contre sa consommation et son trafic est devenue la préoccupation première du gouvernement américain dans son agenda international. En effet, la drogue et son trafic étaient considérés comme un danger pour les valeurs démocratiques du pays (Massé, 2003).

Lorsque Gaviria arrive au pouvoir en 1990, il trouve un pays secoué par la violence et dont l'image internationale est au plus bas. L'une de ses propositions était de rétablir la loi d'extradition pour les trafiquants de drogue, mettant toutefois cette fois en œuvre une politique de « soumission » qui consistait en la reddition des narcotrafiquants, ce qui leur garantissait que la loi d'extradition ne leur serait pas appliquée. Les États-Unis ont approuvé cet accord à la condition que les personnes qui se rendaient, fournissent des renseignements quant à leurs activités illégales et contribuent au démantèlement des activités liées aux trafic de drogue sur le sol américain (Pardo, 2008).

Cette politique menée par Gaviria eu des résultats satisfaisant, ramenant peu à peu le calme dans la population qui vivait alors dans une crainte constante. Au niveau économique, le gouvernement de Gaviria fut chargé de poursuivre les réformes néolibérales de son prédécesseur Virgilio Barco, visant à faciliter la libéralisation économique et à promouvoir l'industrialisation du pays. Il ne s'est donc pas seulement préoccupé de renfoncer les relations avec les États-Unis dans le domaine économiques mais a également conclu plusieurs accords avec des pays voisins comme l'Équateur (Pardo, 2008)

## **5.2. Les relations bilatérales avec les États-Unis sous la présidence de Samper (1994-1998)**

Durant l'administration Samper, aux difficultés du pays venaient s'ajouter le Procès 8000 lié à l'ingérence du cartel de Cali dans la campagne présidentielle. Cette affaire allait lever encore plus de doutes sur l'administration colombienne et sa crédibilité internationale s'en est

vue entachée (El Espectador, 2013).

Bien que dû à ces événements, aucun autre État ne voulait avoir de relations étroites avec la Colombie, le pays réussit tout de même à trouver en la personne des États-Unis un allié dont la relation était basée sur la mise en place d'un « relation de travail », après que les liens gouvernementaux officiels aient été rompus, Samper n'étant plus considéré comme un interlocuteur fiable (Tickner, 2000).

En 1994, l'arrivée au pouvoir de Samper est accompagnée par la doctrine de « *Respice Pollum* ». Avec la chute du monde bipolaire, les États-Unis sont projetés comme étant les gendarmes du monde mais ils sont aussi devenus le principal partenaire commercial de la Colombie (Kourliandsky, 2008).

Samper prit la présidence du mouvement des non-alignés en 1995, espérant que cela lui permettrait d'acquiescer un meilleur pouvoir de négociation avec les États-Unis. Néanmoins, le manque de garantie en matière de droits de l'homme dû au conflit interne, le scandale du Procès 8000 et la gestion de la lutte contre la drogue avait déjà bien terni les relations bilatérales avec Washington. Le gouvernement américain allant même jusqu'à retirer son visa (Colson, 1996).

### **5.3. Les relations bilatérales avec les États-Unis sous la présidence de Pastrana : le Plan Colombie (1998-2002)**

Andrés Pastrana accède à la présidence en 1998. Son arrivée au pouvoir suscite une grande attente quant à la possibilité de parvenir à un accord de paix après être apparu dans un journal télévisé embrassant Tiro Fijo, un des chefs des FARC. La politique étrangère de Pastrana était à nouveau axée sur le paradigme de « *Respice Pollum* », qui reposait principalement sur le rétablissement des relations bilatérales avec les États-Unis, surtout après la période d'éloignement durant la période du gouvernement Samper (Cardona, 2001).

Comme durant les administrations précédentes, le trafic de drogue est le phénomène le plus important dans les relations entre les deux pays, la production de drogue étant placée comme une des priorités absolues dans l'agenda des relations bilatérales (Cardona, 2001). En effet, si le gouvernement colombien venait à obtenir des résultats satisfaisants dans sa lutte contre la drogue, il obtiendrait des contributions supplémentaires de la part des États-Unis dans le cadre du Plan Colombie sur lequel je reviendrai plus en détail dans le chapitre suivant. Le Plan Colombie a été tout au long du XXI<sup>ème</sup> siècle un des facteurs les plus représentatifs de l'alliance avec les États-Unis, finançant la lutte contre la drogue mais aussi le respect des droits de l'homme.

Une des caractéristiques importantes du mandat de Pastrana était la relation entre les drogues et la violence qui touchait le pays tout entier. L'influence des États-Unis dans la solution de ce conflit a été transcendante, à tel point que les médias en sont venus à considérer ce conflit comme étant un conflit international. Le nombre de victimes d'enlèvements, d'extorsions et d'assassinats causés par les FARC augmentant considérablement, de nouvelles politiques visant à garantir la sécurité de la société civile étaient nécessaires. Avec l'aide du gouvernement américain, Pastrana a tenté de mettre fin à ce conflit par l'intermédiaire d'un processus de paix à El Caguan qui fut un retentissant échec (Medem, 2016).

#### **5.4. Les relations bilatérales avec les États-Unis sous la présidence d'Uribe (2002-2010)**

Le début du mandat d'Alvaro Uribe a coïncidé avec l'arrivée au pouvoir des Républicains aux États-Unis. Avec le départ de Bill Clinton et l'arrivée de Georges W. Bush, la politique américaine va tendre vers un « renouvellement de la puissance » après la fin de la guerre froide (Gupta, 2008). Le communisme étant tombé, il fallait un nouvel ennemi à combattre. Après les attentats du 11 septembre 2001, les plus proches alliés des États-Unis se sont unis dans la lutte contre le terrorisme, en particulier contre le monde islamique, mais également contre des organisations telles que les FARC, faisant bien souvent le lien entre trafic de drogue et financement du terrorisme. Le Plan Colombie, signé durant l'administration Pastrana allait passer d'un programme de contre-insurrection, non plus contre les guérillas communistes des années 1970, mais contre les guérillas terroristes de l'après 11 septembre.

Dans le but de combattre le terrorisme et surtout sa capacité de financement, le Plan Colombie allait comporter un important volet lié à la lutte contre le trafic de drogue, reconnaissant que grâce à cette activité, la dynamique des extorsions, des enlèvements et autres attaques, étaient passées au second plan et que la première source de financement de la guérilla était la production et la distribution de drogue. Des mécanismes d'éradication des cultures illicites ont été envisagés et le système judiciaire a quant à lui été renforcé (Tickner & Cepeda-Másmela, 2013). La mise en pratique du Plan Colombie sous Uribe a donné d'importants résultats tels que l'éradication des cultures par pulvérisation aérienne, la réduction des taux d'homicide et d'enlèvements ou encore l'amélioration en matière de droits de l'homme (Tickner & Cepeda-Másmela, 2013). Nous reviendrons sur ce Plan Colombie dans le chapitre consacré à celui-ci.

Même si de nombreux analystes considèrent qu'il existait alors une perte d'influence des

États-Unis en Amérique-Latine, les attentes dans la région et surtout en Colombie étaient très élevées au début du mandat de Bush. En effet, il a déclaré que la Colombie, au même titre que l'Amérique latine, était une de ses priorités quant à sa politique étrangère (Doire, 2007).

Le 11 septembre a donc joué un rôle déterminant dans sa politique. Préoccupés par la guerre contre le terrorisme et les problèmes sécuritaires qu'elle soulevait, il a adopté une politique étrangère paternaliste comparable à celle durant la guerre froide avec cependant un autre ennemi à combattre. Ceci a donc limité les politiques de coopération avec la Colombie, se centrant essentiellement sur le volet sécuritaire (Doire, 2007).

En effet, le possible traité de libre-échange conclu entre la Colombie et les États-Unis en 2006 a, dans un premier temps, rencontré l'opposition du Congrès américain. Malgré l'accord du Congrès Colombien, certaines voix se sont élevées en Colombie contre ce traité, notamment dans le monde indigène mais surtout agroécologique (Giguère, 2006). Quoiqu'il en soit, le rejet d'un accord économique avec un allié aussi fidèle est venu jeter un certain froid sur les relations entre la Maison Blanche et Bogotá (Doire, 2007).

Durant les mandats conjoints de Bush et d'Uribe, de nombreuses critiques ont été soulevées quant aux programmes d'aides apportés par les États-Unis à la Colombie. Cette aide étant pour certains trop centrée sur le plan sécuritaire et pas assez sur le volet socio-économique (Doire, 2007).

Même si la politique de lutte anti-drogue conjointe aux deux présidents a fonctionné en Colombie, il n'a finalement fait que déplacer les problèmes dans d'autres pays voisins (Massé, 2003). Quant à l'influence des États-Unis en Colombie, on peut en quelque sorte parler d'une occasion gâchée au niveau socio-économique qui est passée au second plan au 11 septembre qui a forcé Washington à adopter une politique étrangère unilatérale et paternaliste (Doire, 2007), mettant en exergue le *Hard Power* américain au détriment de son *Soft Power*.

Tout ceci a néanmoins bien servi les intérêts d'Uribe dans sa politique de « *Défense et de sécurité démocratique* » en grande partie financée par les États-Unis pour qui « *la faiblesse de l'État colombien créait des conditions propices au développement des groupes armés liés au narcotrafic, et qu'une condition nécessaire pour garantir l'État de droit et renforcer l'autorité démocratique était de retrouver un contrôle public sur le territoire national* » (Tickner & Cepeda-Másmela, 2013). Il y a eu une certaine continuité dans les relations États-Unis et Colombie sur le plan militaire dans la mesure où Washington se voyait comme un partenaire essentiel dans la lutte pour la sécurité démocratique (Tickner & Cepeda-Másmela, 2013).

Le lancement du Plan Patriote en 2003 a encore augmenté le niveau de coopération militaire entre les deux États. L'objectif étant de renforcer l'armée colombienne. Cet accord est intervenu

durant la première phase de la stratégie politique de consolidation démocratique élaborée conjointement avec les États-Unis. Cette politique en trois étapes avait comme premier objectif l'expulsion des FARC de certaines zones territoriales afin d'y restaurer le contrôle de l'État. La deuxième étape était de stabiliser ces zones en les contrôlant au travers de la puissance publique et militaire. Enfin, la finalité était de consolider la présence de l'État au travers d'action mêlant effort militaire antidrogue et activités civiles, à savoir le développement de la justice et de l'économie (Tickner & Cepeda-Másmela, 2013).

Avec l'arrivée d'un nouveau président en la personne d'Obama, un changement dans l'aide américaine a été apporté. En effet, l'aide militaire des États-Unis à la Colombie à travers l'USAID ont été réduits. Dans le même temps, les investissements dans d'autres secteurs tel que le développement alternatif et les réformes judiciaires ont été revus à la hausse (Tickner & Cepeda-Másmela, 2013). Pour expliquer cette réorientation de l'aide américaine, on peut évoquer le rôle de Gil Kerlikowske, ancien chef de la police de Seattle et nommé responsable antidrogue au sein de l'administration Obama. En effet, Kerlikowske avait appelé à « *mettre fin à l'expression de ' la guerre au drogue' »* (Fields, 2009). On note donc ici un certain changement de discours destiné à plus se tourner vers un *Soft Power*.

Cette locution avait joué un rôle essentiel dans l'aspect « sécurisation » de la lutte antidrogue. L'administration Obama a donc quelque peu changé son mode d'analyse quant à ce problème, la drogue devant plus un enjeu de santé publique que de sécurité (Tickner & Cepeda-Másmela, 2013).

Le problème de la drogue en Colombie restait néanmoins toujours présent mais en 2009 le gouvernement américain, par la voix de l'USAID, a considéré que la politique de « tolérance zéro » instaurée par Uribe avait diminué « *la capacité de coopération de l'État à travailler avec les communautés locales et à promouvoir leur transition vers une économie licite* » (Tickner & Cepeda-Másmela, 2013). L'USAID a donc souligné l'importance de changer d'approche, mettant au second plan l'objet d'éradication des cultures de coca et mettant en avant la présence institutionnelle de l'État et les nouvelles opportunités économiques (Tickner & Cepeda-Másmela, 2013).

Néanmoins, l'aspect militaire et du *Hard Power* n'a pas été complètement mis de côté. En effet, sous l'administration Obama, un accord de coopération militaire entre Washington et Bogota avait été divulgué par la presse. Cet accord permettait aux États-Unis d'avoir un accès militaires à sept bases colombiennes à des fins de lutttes antidrogue (Weisbrot, 2013). Ce traité a été vu par certains autres États d'Amérique du Sud, notamment le Chili et le Brésil, comme étant un prétexte à des fins interventionnistes non seulement en Colombie mais dans toute

l'Amérique latine (Weisbrot, 2013).

Même si cet accord de coopération militaire fut jugé anticonstitutionnel par le Tribunal constitutionnel colombien, il est tout de même entré en vigueur (Weisbrot, 2013). Uribe a non seulement maintenu des relations étroites avec les États-Unis mais il a surtout consolidé cette relation asymétrique entre Washington et Bogota (Weisbrot, 2013).

### **5.5. Les relations bilatérales avec les États-Unis sous la présidence de Santos : dialogue et accord (2010-2018)**

Dans l'histoire récente, notamment à travers le Plan Colombie, les États-Unis et la Colombie ont entretenu des relations politiques très proches avec comme point central la dimension sécuritaire. Néanmoins, durant la présidence de Santos et surtout au début de celle-ci, les relations entre les deux pays ont semblé être à un tournant. Ces relations au début des années 2010 ne vont pas disparaître mais elles vont changer de direction par rapport aux relations entretenues sous Uribe, notamment en raison du changement de direction prise par la Colombie en ce qui concerne sa politique extérieure à ce moment-là (Rojas, 2013).

Santos fut élu en 2010 à la suite de la décision de la Cour Constitutionnelle de Colombie de ne pas rendre possible une réélection d'Uribe. La meilleure option pour voir la politique de « *Sécurité démocratique* » de ce dernier suivre sa continuité était perçue à travers la candidature de son ministre de la Défense de l'époque, Juan Manuel Santos (Le Monde, 2010).

Étonnement, le mandat de Santos fut bien différent de l'administration précédente que prévu notamment en termes de modèle politique. En effet, son renouveau était incarné par une volonté de Santos d'arriver à une réconciliation avec le Venezuela et l'Équateur (AFP, 2010).

En termes de politique intérieure, il y a également une différence d'approche en ce qui concerne les relations de l'État avec les tribunaux ou le Congrès mais aussi dans le programme politique en général. En effet, Santos priorisait l'amélioration du système d'éducation publique, la redistribution des terres, la réduction des inégalités, mais aussi les réparations aux victimes (Bustamante & Chaskel, 2012).

Ces changements de direction de politique nationale ou internationale est surtout mis en avant par le Plan de développement « *Prosperidad para todos*<sup>3</sup> », en allusion à un plan de sécurité post-démocratique consolidant les réalisations passées et proposant une stratégie de pacification comme prochaine étape (Rojas, 2013).

---

<sup>3</sup> Prospérité pour tous

Les nouvelles discussions en vue d'une négociation de paix avec les FARC ont été entamées sous la présidence de Santos et semblaient amener vers une fin réaliste du conflit. La relation « particulière » qu'entretenait la Colombie avec les États-Unis n'a pas échappés aux modifications apportés par le gouvernement colombien à sa politique extérieure (Ramirez, 2012).

Durant plusieurs réunions entre les deux États au début du gouvernement de Santos, la volonté d'un changement dans leur type de relations est parfaitement illustrée par la diversifications qu'ils souhaitaient amener à celle-ci. En effet, ces discussions abordaient des sujets différents du sujet classique lié à la sécurité comme les droits de l'homme, l'énergie, la sciences ou la technologie (Ramirez, 2011) Ceci montre la volonté des États-Unis d'utiliser l'instrument de leur *Soft Power* afin d'asseoir leur influence hégémonique.

De plus, même si la Colombie était désireuse d'adopter une position plus tournée vers le partenariat égal, ne voulant plus être considérée comme un récepteur d'aide isolé dans une relation asymétrique, elle a tout de même perduré (Ramirez, 2012). L'accord de libre-échange entre les États-Unis et la Colombie, à l'étude depuis 2008, est entré en vigueur en 2012 grâce justement à l'amélioration de l'image de la Colombie sous le président Santos. Cet accord, selon la Commission du Commerce internationale, allait pouvoir permettre à l'économie américaine d'augmenter son PIB de 2,5 milliard de dollars grâce aux exportations (Denis, 2011) Les États-Unis tirent avantage de cet accord sur de nombreux points. En effet, la Colombie est le 3<sup>ème</sup> plus grand marché pour les exportations américaines en Amérique Latine (Denis, 2011). Elle est également une très grande importatrice de céréales en provenance des États-Unis, exportant dans le même temps certains fruits tropicaux (Denis, 2011). Même si cet accord doit être bénéfiques aux deux parties, ce dernier semble surtout l'être en faveur des États-Unis. Cet accord a également montré d'autres aspects tels que la violation des droits de l'homme dans certaines multinationales travaillant en Colombie comme Chiquita et qui ont engagé des paramilitaires pour leur sécurité (University of Texas, 2012)

Un autre facteur ayant modifié l'orientation de la relation bilatérale entre les deux pays dépend également de l'orientation de la politique étrangère américaine. En effet, Obama a eu des difficultés à faire évoluer sa politique étrangère, en Amérique latine mais surtout en Colombie, d'une politique conflictuelle et interventionniste vers une politique tournée vers la coopération (Rojas, 2013). En effet, en raison de la crise économique, le budget des programmes d'aide extérieure a été réduit (Rojas, 2013).

Cependant, pour le gouvernement américain, leurs missions en Colombie ont été couronnées de succès et le modèle de pacification successif au conflit devait être remis intégralement entre

les mains du gouvernement Colombien. L'ambassade américaine à Bogota a présenté une initiative de développement stratégique visant à « nationaliser » les programmes développés dans le cadre du Plan Colombie en transférant progressivement l'entière responsabilité à l'État colombien, répondant ainsi à une approche de construction de la nation dans un scénario post conflit (Rojas, 2013).

Cette nouvelle approche a également été mise en évidence à travers la coopération développée par les deux États dans leur interaction avec d'autres États dans le monde (Rojas, 2013). En effet, depuis que la Colombie s'est révélée être un partenaire actif des États-Unis et non plus une menace pour la sécurité nationale, des accords dans le cadre de l'*US-Colombia Security Cooperation Group* visant à développer l'aide à certains États ont vu le jour (US Department Of State, 2011). Selon Rojas, ces accords devaient permettre au gouvernement américain d'offrir une coopération militaire aux pays où la présence américaine est polémique, principalement en Amérique centrale et ce à travers une sorte d'*externalisation* (Rojas, 2013).

Sous Santos, un autre point de vue est aussi à mettre en évidence quant à la position sur la scène internationale de la Colombie par rapport au trafic de drogue. En effet, le président Santos ainsi que d'autres dirigeants sud-américains se sont exprimés en faveur d'un changement de politique à ce sujet. Le trafic de drogue et les politiques de lutte contre les groupes criminels ont été un thème récurrent dans la coopération entre les deux nations au cours du XX<sup>ème</sup> siècle et étaient toujours au cœur de l'agenda politique (Rojas, 2013). Cependant, malgré les changements dans sa politique intérieure, Washington est resté réticent à modifier sa politique de lutte contre la drogue, comme l'a affirmé Obama lors du 7<sup>ème</sup> Sommet des Amériques (González Monguí & Villarreal Correcha Pablo, 2015).

Derrière toutes ces questions de politique étrangère se trouvent également les discussions pour un accord de paix qui ont eu lieu entre 2012 et 2016 à La Havane. Durant ces négociations, le soutien de États-Unis, bien qu'essentiel, n'a pas été déterminant. En effet, ils n'ont jamais remplacé l'action d'un gouvernement colombien démocratiquement élu (Lasconjarias, 2016).

Nous reviendrons sur le processus de paix ainsi que sur l'implication des États-Unis et de leurs intérêts à ce sujet dans le chapitre consacré à celui-ci mais nous pouvons déjà avancer une chose : en poursuivant l'approche de son prédécesseur mais en y ajoutant un élément supplémentaire, Santos a reconnu que les stratégies militaires ont eu des résultats indéniables mais que les guerres devaient néanmoins se terminer autour d'une table de négociations (Santos, 2015).

Pour résumer, Santos s'est avéré être un président plus libéral et réformateur que prévu,

faisant des efforts notamment en diversifiant sa politique étrangère par rapport à l'administration précédente. Cependant, ces changements semblent s'opérer à un rythme lent. L'agenda bilatéral est toujours fort porté sur l'aspect sécuritaire malgré les tentatives de dépasser ce stade via notamment des accords de libre-échange. La relation entre la Colombie et les États-Unis reste plutôt asymétrique et souvent unilatérale, servant d'avantages les intérêts américains que ceux colombiens (De Micco, 2014).

### **5.6.L'évolution du Plan Colombie : reflet du *Hard* et du *Soft Power***

Sur base de ce qui a été présenté jusqu'à présent, il est possible d'affirmer que la relation entre les États-Unis et la Colombie ne se limite pas seulement au Plan Colombie mais qu'elle englobe un contexte plus large d'intérêts particuliers mais surtout qu'elle ne se limite pas à une simple volonté de générosité de la part des États-Unis.

Si l'on reconstruit l'histoire du Plan Colombie comme étant une réaction des États-Unis pour déterminer l'orientation de sa politique étrangère, il est possible d'affirmer que cette histoire répond à la logique du *Soft Power*, dans laquelle une intervention est requise par le pays dit plus faible à travers des politiques de dissuasion.

En effet, le discours entourant le Plan Colombie suit cette ligne de conduite, précisément si l'on considère qu'à la fin des années 1970, les États-Unis ont commencé à avoir des problèmes au sein de leur territoire lié au trafic de drogue. Leur besoin le plus urgent était alors d'identifier son origine ainsi que le moyen de transport utilisé pour arriver sur son sol (Dion & Russler, 2008). Afin de répondre rapidement à ce besoin urgent, la Bolivie fut le premier pays à se retrouver confronté à une guerre directe contre le trafic de drogue, les États-Unis créant le « Plan Bolivia » encore appelé « Plan Dignité », pour lutter contre la drogue, surtout vu comme une aide pour éradiquer la drogue de ce pays (Pérez, 2002). Une fois ce plan mis en œuvre, le problème s'est rapidement étendu à d'autres pays, notamment le Pérou et la Colombie (Pérez, 2002).

À mesure que les problèmes liés au trafic de drogue s'amplifiaient, les États commencèrent à identifier les coupables, exigeant progressivement la responsabilité du contrôle de ce type d'actes considérant qu'ils mettaient en danger la communauté internationale. Cependant, face à l'Assemblée générale des Nations Unies, la Colombie présenta le principe de responsabilité partagée. Ceci indiquait que si les pays producteurs de drogue ont une responsabilité de contrôle reconnue au niveau mondial, les pays consommateurs en avaient également (Assemblée Générale des Nations Unies, 1998).

En effet, l'argument colombien se base sur la simple logique selon laquelle pour qu'il existe de ce type de biens, l'existence de pays consommateurs ainsi que la participation de pays de transit sont impératifs. Avec cette nouvelle notion de responsabilité partagée, le gouvernement des États-Unis se décida à collaborer comme le gouvernement colombien pour résoudre ce problème (Massé, 2003).

Même si la guerre contre les cartels de drogue pris fin au début des années 1990, la guérilla colombienne pris rapidement le relais, utilisant le trafic de drogue comme un moyen de financement pour sa guerre. Ce recours au narco trafic fut d'ailleurs une source de changement d'image pour la guérilla passant groupe de gauche communiste à une guérilla narcoterroriste, ce qui a exacerbé encore plus le conflit colombien (Massé, 2003).

À la fin des années 1990, l'ancien président colombien Pastrana a sollicité l'aide des États-Unis dans le but de faire face au problème des plantations et des cultures illicites de coca dans son pays. Cette décision a conduit la guérilla des FARC à adopter une position défensive avec une plus grande puissance armée afin de justement protéger ses productions (Massé, 2003).

Pastrana aspirait à ce que l'armée colombienne puisse faire face à la guérilla grâce à l'aide des États-Unis et du Plan Colombie. Le but initial de ce plan était de professionnaliser les forces militaires colombiennes afin de faire face au conflit armée grandissant qui représentait alors le plus grand danger pour la sécurité de l'État, la démocratie et la société. (Ardila, Cardona, & Ramírez, 2005). En effet, le Plan Colombie était au départ conçu comme une stratégie ayant pour objectif de défaire l'industrie du narcotrafic mais aussi de promouvoir le processus de paix et de renforcer la démocratie tout en sauvant l'économie colombienne (Enciso Vanegas & Julien, 2014).

La mise en œuvre du Plan Colombie participe au maintien de la consolidation hégémonique des États-Unis sous couvert de s'occuper des problématiques internes colombiennes. En effet, la justification pour cette guerre contre le narcotrafic est avant tout l'identification des ennemis des États-Unis. Selon certaines organisation ou penseur de la gauche, ce plan était avant tout destiné à « *intensifier la contre-insurrection, enraciner l'impérialisme américain et aggraver les inégalité* » (Enciso Vanegas & Julien, 2014).

Il est néanmoins important de souligner que même si le Plan Colombie a été mise en œuvre avant le 11 septembre 2001, c'est bien après cette date qu'il a été réorienté pour se concerter sur ce qui pouvait représenter une menace possible pour la Colombie mais surtout pour les États-Unis. En effet, les FARC furent alors placés sur la liste des groupes terroristes pouvant menacer la sécurité de l'État faisant un lien avec les attentats. L'ambassadrice des États-Unis à Bogota justifiait d'ailleurs en octobre 2001 : « *Les attaques terroristes du 11 septembre ont*

*centré notre attention sur l'articulation de la violence internationale qui associe terrorisme, narcotrafic, blanchiment d'argent sale et crime organisé. On a pu clairement constater ces liens en Afghanistan [...] Ils existent de manière semblable dans les activités violents des trois groupes terroristes de Colombie » (Kourliansky, 2003).*

Le Plan Colombie comme nous avons pu le voir, traite avant tout du conflit de la drogue, des groupes armés financés par son trafic, mais s'étend également à tout groupe pouvant représenter une puissance croissante susceptible de pouvoir constituer une menace pour les États-Unis. Cette approche met donc en évidence la nécessité pour les États-Unis de rétablir l'ordre une zone géographique proche, mettant en avant leur puissance hégémonique dans la région.

Les attentats du 11 septembre 2001, 3 ans après la signature du Plan Colombie, marquaient le début d'une lutte contre le terrorisme. Le président Bush alors en place, mena une politique de défense et de sécurité préventive visant à éliminer les cibles qui représentaient de menaces possibles pour les États-Unis et ce par le biais d'action unilatérales sans pour autant laisser de côté l'établissement de possible nouvelles alliances pour autant que ces dernières suivent la lignes de conduites de Washington (Gupta, 2008).

C'est à la suite de cela que la Colombie en est venue à considérer les groupements guérilleros colombien comme des terroristes, trouvant ainsi une nouvelle forme de légitimité aux yeux de l'opinion publique internationales au regard des actions du gouvernement colombien envers les FARC (Kourliansky, 2003). La Colombie allait donc tout naturellement renforcer et se radicaliser dans son combat contre les guérillas avec l'aide de « *l'entraînement des deux bataillons colombiens anti-narcotrafic, l'acquisition de 14 hélicoptères UH-60 BlackHawk pour la brigade anti-narcotrafic et de 2 hélicoptères UH-60 BlackHawk pour la police nationale, de 33 hélicoptères UN-1 N de renforcement temporaire de la brigade, de 9 Huey II supplémentaires pour la police nationale, etc...* » (Enciso Vanegas & Julien, 2014)

L'amélioration des forces colombiennes a eu un impact important sur le déroulement de la guerre lorsqu'on sait qu'en 2004 le Plan Colombie, en plus de la stratégie interne d'Uribe, avait permis selon les chiffres officiels, une diminution des kidnappings de 85.4% et des assassinats de 33.3% entre 1999 et 2005 (Enciso Vanegas & Julien, 2014). À noter également la diminution des plants de coca, passant de 163 300 ha en 2000 à 85 750 ha en 2005 (Enciso Vanegas & Julien, 2014).

Il est surtout important de souligner que les exportations de la Colombie vers les États-Unis sont passé de 2,9 milliards de dollars en 1999 à 8,4 milliard en 2005. Cette augmentation est en partie due aux effets de *l'Andean Trade Promotion and Drug Eradication Act*, mesure

unilatérale d'accord de tarif préférentiels dont bénéficie les produits colombiens grâce aux efforts du pays dans sa lutte contre le narcotrafic (Enciso Vanegas & Julien, 2014).

Pour le deuxième mandat d'Uribe, réélu jusqu'en 2010, les États-Unis et la Colombie allaient signer un nouvel accord, le *Plan Nacional de Consolidacion*, une sorte de deuxième Plan Colombie dont le financement était à hauteur de 212 millions de dollars la première année (Enciso Vanegas & Julien, 2014).

Même si cet accord eut un succès en ce qui concerne la diminution des plantations illégales passant de 85 750 ha en 2005 à 62 000 ha en 2010, il ne fut que de façade. En effet, les plantations de coca s'étaient déplacées chez les pays limitrophes, à savoir la Bolivie et le Pérou, faisant de ce dernier cité le premier producteur de feuille de coca devant son voisin colombien (Enciso Vanegas & Julien, 2014).

Dès lors, il apparaît clairement que le Plan Colombie n'avait pas seulement été créé dans l'optique de défaire les narcotrafiquants colombiens. Il a aussi été mis sur pied afin de défaire les FARC et leur idéologie mais aussi de parvenir à une « *interdiction renforcée* » dans la région (Enciso Vanegas & Julien, 2014).

Certains gouvernements de gauche en Amérique du Sud percevaient alors le Plan Colombie comme une tentative claire d'ingérence de la part du gouvernement américain dans des pays souverains (Enciso Vanegas & Julien, 2014). La Colombie allait ainsi petit à petit être considérée comme l'Israël de l'hémisphère sud, d'autant plus à la suite de l'entrée en vigueur d'un accord militaire avec les États-Unis en 2009 autorisant ce dernier à « *déplacer les opérations qu'ils menaient à partir de la base de Manta, en territoire équatorien, vers la Colombie* » (Enciso Vanegas & Julien, 2014).

La Colombie s'est alors retrouvée quelque peu éloignée de ses voisins sur un plan diplomatique et politique. La diminution des tensions diplomatiques fut un des premiers chantiers du gouvernement Santos après son élection en 2010 (Enciso Vanegas & Julien, 2014).

L'élection de Santos signifiait donc un retour des relations diplomatique et du commerce avec les pays limitrophes. Par ailleurs, même s'il continuait à appliquer la politique antidrogue dictée par la ligne de conduite américaine, Santos pris d'autres positions notamment lors du Sommet des Amériques en 2012, auquel participaient d'ailleurs Obama, et durant lequel il a souligné sa volonté de réformer la politique antidrogue. En effet, la politique appliquée jusqu'à présent selon lui a échoué dans la mesure où la production et la consommation de drogue n'avait pas cessé d'augmenter (Enciso Vanegas & Julien, 2014).

Les différents pays d'Amérique latine ont trouvé dès lors des points de rencontre avec la Colombie qui pouvait dans le même temps enrichir son pouvoir de négociation. L'isolement du pays sur son continent a donc commencé à diminuer avec dans le même temps plusieurs succès dans leurs opérations anti-FARC comme le décès de plusieurs figures de l'organisation insurrectionnelle au cours de raid mené par l'armée colombienne (Enciso Vanegas & Julien, 2014).

Ces différents succès obtenus par la Colombie démontraient en partie que le pays avait moins besoin de l'aide américaine que par le passé. Par ailleurs, cette aide économique mise en place dans le cadre du Plan Colombie allait diminuer rapidement après 2010, même si d'autres facteurs sont ici à mettre en avant quant à cette diminution (Enciso Vanegas & Julien, 2014).

En effet, la récession économique aux États-Unis a joué un rôle mais également l'approbation par le Congrès américain de L'*US-Colombia Free Trade Agreement* en 2011. Ce nouvel accord était en effet considéré comme une aide supplémentaire à la Colombie (Enciso Vanegas & Julien, 2014).

Même si l'administration Obama a maintenu l'aide militaire et économique à la Colombie, cette aide a diminué. Il y a tout de même une certaine forme de continuité dans le mesure où la Colombie reste un allié stratégique, géopolitique et économique important pour les États-Unis en ce qui concerne leurs intérêts dans la région (Enciso Vanegas & Julien, 2014).

En effet, au-delà de l'aide militaire et économique reçue par la Colombie qui représente donc en quelque sorte les intérêts américains dans la région, il est important pour les États-Unis de garder cet allié qui partage ses valeurs de la démocratie afin de multiplier leur influence et de parvenir à un repositionnement de leur hégémonie, ce qui s'expliquera à travers leur rôle dans le processus de paix.

### **6. Thème 3. Le processus de paix : influence et intérêts américains**

Dans la plupart des processus de paix dans le monde, les acteurs internationaux jouent un rôle crucial. Que cela soit en tant que médiateur ou facilitateur, ils servent généralement de garant et de légitimateur des processus de négociation entre les parties en conflit. La consolidation de la paix est devenue l'un des axes de la communauté internationale et est une forme d'intervention au XXI<sup>ème</sup> siècle (Paris, 2008). Le conflit colombien n'a pas dérogé à cette règle cependant avec quelques nuances en ce qui concerne le rôle des États-Unis dans la négociation de paix, ce dont fera l'objet ce chapitre.

Il est avant tout important de souligner que comme le mentionne Borda et Tickner (Tickner & Sandra, 2011), la politique intérieure mais aussi extérieure en Colombie est dominée par un haut de degré de présidentialisme. Ceci a eu comme conséquence que les décisions politiques se sont prises au coup par coup et n'ont pas toujours été poursuivies dans le temps. De ce fait, il y a des changements dans le discours de Santos qui doivent être pris en compte notamment quant au processus de paix et en politique étrangère (Weisbrot, 2013).

Premièrement, il convient de noter que Santos a adopté le discours typique des gouvernements précédents qui étaient en faveur d'un processus de paix, considérant les guérillas comme des acteurs ayant un certain degré de légitimité politique (Borda, 2012). Il a pris là le contre-pied de l'administration précédente qui considérait les guérillas comme un groupe terroriste, un discours qui entrave tout processus de paix tant les actions militaires sont mises en avant.

Deuxièmement, avec ce retour à un discours de paix, Santos a atténué l'image internationale que véhiculait traditionnellement ce conflit. En effet, la logique du conflit s'était d'abord insérée dans une logique de confrontation entre communisme et capitalisme durant la guerre froide (Bruce & Tokatlian, 2011), puis dans la lutte antidrogue dans les années 1990 et enfin plus récemment dans la lutte contre le terrorisme sous Uribe. Tout ceci a toujours eu comme effet de créer une certaine volonté de vouloir impliquer une sorte d'aide internationale pour sortir du conflit (Cujabanta Villamil, 2016).

Le président Santos, en se détachant de cette logique est parvenu à initier un processus de paix en offrant à la guérilla un agenda politique à discuter, qui contient bien entendu des questions relatives au trafic de drogue mais qui n'en fait pas un des fondements de la négociation (Cujabanta Villamil, 2016). Cette vision tournée vers la paix montre donc une rupture qui avec les sujets qui sont traditionnellement traités en période de guerre. Cela expliquerait pourquoi les États-Unis ne participent pas pleinement aux négociations, même si cela reste à nuancer.

En effet, les États-Unis ont toujours soutenu le gouvernement colombien au travers d'une aide militaire et économique pour éradiquer la drogue et accessoirement l'insurrection. Le fait d'être présent à la table des négociations aurait pu susciter la méfiance, de la même manière qu'ils l'ont suscité lors des négociations de paix de Caguan alors même qu'ils étaient en train d'élaborer le Plan Colombie (Bruce & Tokatlian, 2011). Santos considérait alors que la négociation, plutôt que la confrontation armée, était le meilleur moyen de contrôler la violence interne (Bruce & Tokatlian, 2011).

Même si la volonté principale de Santos était de laisser ce processus de paix entre les mains du gouvernement colombien, la communauté internationale et les États-Unis ont tout de même eu un rôle à jouer, de manière plus ou moins importante

### **6.1. La participation des États-Unis au processus de paix**

Avec le début des négociations à Cuba, l'intervention américaine en Colombie est entrée dans une nouvelle phase, caractérisée par un soutien au processus de paix mais en s'impliquant publiquement de manière assez discrète (Cujabanta Villamil, 2016). Ce soutien s'est tout de même traduit par la nomination de Bernard Aronson en tant qu'envoyé spécial pour les négociations avec les FARC. Ancien sous-secrétaire aux affaires interaméricaines, Aronson a servi de médiateur dans le processus de paix au Salvador au début des années 1990 (Neuman, 2016). Après sa nomination en 2015, il s'est rendu 25 fois sur le lieu des négociations et a assisté à plusieurs des crises survenues lors des pourparlers (Rojas D. M., 2017).

Lors d'une allocution à la Maison Blanche pour fêter les 15 ans du Plan Colombie, Obama avait d'ailleurs déclaré : « *Je veux particulièrement remercier une personne qui a joué un rôle clé dans ce processus de paix. Il s'agit de notre envoyé spécial, Bernie Aronson* » (The White House, 2016). De la même façon, John Kerry, le secrétaire d'État sous Obama, a rencontré à plusieurs reprises les deux parties à La Havane (Rojas D. M., 2017).

Contrairement à une politique extérieure très directe et omniprésente développée durant le Plan Colombie, la participation aux négociations de paix s'est faite de manière beaucoup plus discrète (LaFranchi, 2016). Cela étant, afin de montrer que cette question de la paix était entièrement entre les mains des acteurs colombiens (Cujabanta Villamil, 2016). La Maison Blanche s'est limitée de temps à autre à exprimer publiquement son soutien, comme en août 2012 lorsque le début des négociations avec les FARC a été rendue publique. Washington a alors déclaré que les États-Unis « *saluaient les efforts visant à mettre fin à ce conflit de longue date et à apporter une paix durable en Colombie. Nous avons toujours été un allié fidèle de la Colombie, de son gouvernement et de son peuple tout au long du conflit.* » (El Tiempo, 2012)

Après avoir réaffirmé sa position au niveau de la défense et de la sécurité et après avoir déclaré qu'elle allait œuvrer pour le respect des droits de l'homme et le développement de l'économie (El Tiempo, 2012), la Maison Blanche s'est contentée de commentaires épisodiques « *soutien et d'appui au renforcement de la démocratie, de l'État de droit, des droits de l'homme et de la paix* » et ce à travers la parole de hautes personnalités telles que le secrétaire d'État ou

encore le vice-président (El Tiempo, 2013) (Semana, 2014) (El Tiempo, 2015) (El Tiempo, 2016).

Malgré une attitude réservée, le gouvernement américain a à n'en pas douter, joué un rôle important dans le processus de paix. Même si Washington n'avait pas spécialement d'intérêt concernant certains points de négociation sur la table tels que le développement agricole ou la participation politique des FARC, l'ordre du jour consacré à une solution au trafic de drogue pouvait représenter une porte d'entrée pour les États-Unis dans les négociations. Et ce bien qu'Obama ait manifesté sa volonté de décriminaliser la lutte contre les drogues et en faire un problème de santé publique (Rojas D. M., 2017). De plus, Washington a eu une certaine influence dans la définition des objectifs et de l'orientation des politiques en vue de la situation de post-conflit, et ce, avant même le début des négociations (Rojas D. M., 2017).

## **6.2. La stratégie américaine pour le post-conflit**

La perspective américaine pour le post-conflit en Colombie s'inscrit dans la continuité de leur approche développée dans la dernière phase du Plan Colombie dans laquelle les objectifs de la stratégie purement militaire d'une part se mêlent à des objectifs de redressement social et de renforcement institutionnel d'autre part.

En effet, durant la phase de « consolidation » entre 2009 et 2013, l'objectif du Plan Colombie était de consolider les acquis militaires en termes notamment de contrôle territorial, de présence de l'État et d'attention aux populations les plus touchées par le conflit (Bureau of Western Hemisphere Affairs, 2011). À travers cette perspective, une récupération permanente du contrôle territorial n'aurait été possible que si la présence de l'État était consolidée dans les autres dimensions citées précédemment et pas seulement dans sa dimension militaire. Tout cela inclut l'amélioration des biens fondamentaux de la population comme la santé, l'éducation, les services publics ou encore la justice (Rojas D. M., 2017).

Dans une nouvelle phase, cette fois de consolidation de la paix, l'agence américaine pour le développement international (USAID) a présenté en juin 2014 sa stratégie de coopération au développement du pays (*Country Development Cooperation Strategy*) pour la période 2014-2018. Cette stratégie définit l'orientation de la politique américaine pour accompagner le processus de paix et pour poser les bases d'une situation post-conflit (USAID, 2014). De plus, il est important de noter que cette stratégie se définit comme étant étroitement liée à l'agenda des négociations entre les FARC et le gouvernement colombien (USAID, 2014).

Le *Country Development Cooperation Strategy* pour la période 2014-2018 avait fixé quatre objectifs principaux pour le pays. Premièrement, il s'agissait d'étendre la présence de l'État. Deuxièmement, il y avait la volonté de promouvoir la réconciliation entre les acteurs armés et la société civile. Le troisième point consistait en la volonté d'encourager la croissance économique rurale. Et enfin le dernier point portait sur le renforcement de la résilience face aux défis environnementaux (USAID, 2014).

Parmi tous ces thèmes, seul le dernier est nouveau dans la stratégie américaine. Tous les autres avaient déjà été évoqués dans des programmes coordonnés et financés par l'USAID au cours des années précédentes et à travers lesquels l'approche d'une paix territoriale a été soutenue (Rojas D. M., 2017). Il s'agit bien évidemment, notamment, du Plan Colombie

En plus de la stratégie présentée par l'USAID, deux autres questions ont également été au cœur des négociations entre le gouvernement et la guérilla et dans lesquelles les États-Unis ont été directement impliqués. Il s'agit de la lutte contre les stupéfiants et des poursuites pénales en cours contre les chefs de la guérilla devant les tribunaux américains (Rojas D. M., 2017), mais également de la réorientation de l'armée colombienne pour la période post-conflit (Rojas D. M., 2017).

Les États-Unis ont donc joué un rôle décisif dans la recherche d'une issue à la guerre en Colombie, d'abord en apportant un soutien militaire et économique au gouvernement national dans une stratégie anti-insurrectionnelle qui a permis d'affaiblir les FARC, les amenant ainsi à la table des négociations. Par la suite, les États-Unis ont soutenu discrètement les pourparlers de La Havane pour enfin favoriser la mise en œuvre des accords de paix en définissant les paramètres du processus post-conflit (Rojas D. M., 2017).

De ce fait, les États-Unis en tant que puissance hégémonique sont devenus un acteur majeur du conflit, liant plusieurs des questions cruciales des négociations de paix à la fois à ses propres intérêts. D'autre part, il y a également une volonté des États-Unis de parvenir à une paix durable en Colombie, sources de stabilité pour les Colombiens mais aussi indirectement pour eux-mêmes (Rojas D. M., 2017).

Cette influence importante représente beaucoup d'avantage mais également certains risques, dans la mesure où la politique colombienne a souvent été affectée par la dynamique de la politique des États-Unis. Ceci a eu comme conséquences pour le gouvernement national colombien de voir sa capacité d'action réduite voir même d'être contraint d'adapter ses besoins aux impératifs de Washington (Rojas D. M., 2017). L'approche de leur lutte politique dans la lutte antidrogue ou l'inscription du conflit armé dans la lutte mondiale contre le terrorisme en sont l'exemple.

## 7. Conclusion

Ce travail de fin d'étude avait pour but, au travers des concepts d'hégémonie, d'interdépendance, de sécurité, mais aussi de *Hard Power* et de *Soft Power*, d'analyser l'évolution de l'influence hégémonique des États-Unis en Colombie au XXIème siècle et ce en analysant sa politique étrangère au sein de ce pays.

À première vue, nous pouvons tout d'abord affirmer que la relation entre les États-Unis et la Colombie au XXIème siècle est représentée par une certaine forme d'asymétrie en faveur de l'État dominant, à savoir les États-Unis, dans la mesure où ils disposent de ressources économiques et militaires plus importantes.

Tout au long de ce travail de fin d'étude, il a été constaté que les relations entre les deux pays ainsi que la politique étrangère des États-Unis envers la Colombie ont été menées au travers de deux types d'instruments de puissance, le *Hard Power* et le *Soft Power*. Cela afin de permettre aux États-Unis d'appliquer leur leadership et donc d'augmenter leur influence hégémonique au sein de la Colombie.

Le *Hard Power* américain, très clairement perceptible au travers de l'investissement militaire développé notamment au travers du Plan Colombie, avait pour but d'aider la Colombie à en finir avec le trafic de drogue ainsi qu'avec les groupuscules terroristes. Dans ce sens, les deux États partageaient des objectifs communs mais en ayant tout de même un intérêt personnel. En effet, comme expliqué lors de ce travail, la mise en œuvre du Plan Colombie a participé au maintien de la consolidation hégémonique des États-Unis sous couvert de s'occuper de problématiques internes colombiennes.

Cette approche du problème colombien a donc mis en évidence la nécessité pour les États-Unis de rétablir l'ordre dans une zone géographique proche, mettant en avant leur puissance hégémonique dans la région mais surtout en Colombie. Cette démarche du Plan Colombie s'est également avéré être un complément au *Soft Power*, dans le sens où il a été projeté sur la scène internationale, mais aussi en Colombie, comme une idéologie de promotion de la paix par l'éradication du terrorisme, se traduisant en quelque sorte par la propagation de valeurs démocratiques au sein du pays.

Dans la première moitié du XXIème siècle, les États-Unis ont par ailleurs appliqué la théorie du réalisme hégémonique, précédemment expliquée, dans leur relation avec la Colombie dans la mesure où leur influence en Colombie, par l'intermédiaire du *Hard Power* et du *Soft Power*, faisait partie du rétablissement de leur position hégémonique. En témoignent les politiques mises en avant au travers du Plan Colombie.

Sachant cela, il est possible d'affirmer que la Colombie se trouvait dans une situation caractérisée par une relation asymétrique. En effet, elle était alors incapable de contrôler les questions d'ordre public sans l'aide militaire américaine. La Colombie a durant cette période clairement été dépendante financièrement et militairement des États-Unis qui consolidaient alors son influence hégémonique.

Cependant, avec l'élection de Santos durant la seconde moitié du XXI<sup>ème</sup> siècle et le retour aux relations diplomatiques avec ses pays voisins, la Colombie a pris d'autres positions. Notamment en termes de trafic de drogue même si le pays continuait d'appliquer la ligne de conduite dictée par les États-Unis. On pourrait donc interpréter par cette démarche de rapprochement avec ses voisins, une légère baisse de l'influence hégémonique américaine.

Même si la Colombie a durant cette période montré qu'elle était moins dépendante de l'aide américaine qu'auparavant, cela ne représente pas un affaiblissement de l'hégémonie américaine. En effet, même si les aides américaines ont diminué durant cette période, elle n'ont en fait tout simplement été que transférées, se matérialisant à travers l'*US-Colombia Free Trade Agreement*. Les États-Unis sont donc venus ici assoir une hégémonie dite informelle comme décrite par Gilpin et qui s'exerce via un régime des investissements internationaux pour défendre le modèle américain (Roche, 2008).

Il y a donc une certaine forme de continuité dans les relations colombano-étasunienne. Les États-Unis voulant garder la Colombie comme allié car elle représente les intérêts américains dans la région et qu'elle partage ses valeurs démocratiques, utiles afin d'asseoir leur hégémonie, que cela soit dans le pays ou dans la région.

Tout cela s'expliquera également à travers leur rôle dans le processus de paix qui s'est fait de manière discrète, laissant le soin au colombien de résoudre cette question. Même s'il y a en effet eu une prise de conscience des élites gouvernementales que la solution au conflit ne devrait plus passer par la solution armée, cela n'a pas pour autant exclu les États-Unis qui n'ont pas spécialement vu leur hégémonie décliner, même si à première vue cela semblait être le cas, en témoigne le *Country Development Cooperation Strategy* mise en place par l'USAID durant cette période.

Les États-Unis, ayant néanmoins tout intérêt à ce que le processus de paix aboutisse afin d'avoir un voisinage non menaçant, ont soutenu ces négociations en apportant leur aide à moindre coût, soutenant ce processus par la voix de certaines hautes personnalités gouvernementales et de leur image et donc à travers leur *Soft Power*. Leur influence hégémonique en Colombie n'a donc pas été affaiblie, Washington se concentrant notamment sur la période post-conflit qui s'inscrit quant à elle dans la continuité de leur approche

développée dans la dernière phase du Plan Colombie comme expliqué durant ce travail. En effet, parmi les thèmes évoqué par l'USAID dans leur stratégie de consolidation de la paix, la plupart suivent de très près la ligne de conduite précédemment élaborée.

On peut donc noter que les États-Unis se sont dirigés durant la période analysée vers une combinaison de *Hard Power* et de *Soft Power* et par conséquent d'un certain *Smart Power* qui souligne l'importance d'une puissance militaire mais qui est aussi caractérisée par des alliances, des partenariats, notamment économique, afin d'élargir l'influence américaine et installer la légitimité de la puissance américaine (Armitage & Nye, 2007).

Durant ce travail, l'analyse de la politique extérieure américaine en Colombie s'est arrêtée à l'administration Obama. Reste donc à savoir si cette aide américaine, et par conséquent l'influence sur son hégémonie en Colombie, a reçu le même écho du côté de son successeur Donald Trump dont le secrétaire d'État Rex Tillerson avait déclaré que « *les États-Unis devaient examiner l'accord de paix en Colombie et décider dans quelle mesure ils continueraient à la soutenir* » (Goodman, 2017). La même analyse pourra d'ailleurs être menée à la fin de l'administration Biden, fraîchement élu et ancien Vice-président de Barack Obama.

Cette question de l'hégémonie américaine pourrait également être analysée au sein de l'Amérique latine dans sa globalité afin de découvrir comment celle-ci a pu fluctuer durant la même période. En effet, la Colombie s'étant toujours positionnée très à droite, conjointement aux valeurs démocratique américaines, il serait intéressant d'observer comment a évoluer l'influence hégémonique américaine au sein d'une Amérique latine qui a connu un virage à gauche important au XXIème siècle sur fond d'échec du néolibéralisme, alors le principal atout de l'influence américaine dans la région.

## 8. Bibliographie

### Article scientifique :

- Álvarez Zarate, J. M. (2003). *El interés nacional en Colombia*. Bogota: Universidad Externado de Colombia.
- Ardila, M., Cardona, D., & Socorro, R. (2005). *Colombia y su politica exterior en el siglo XXI*. Bogota: Publicación Friedrich Ebert Stiftung en Colombia.
- Armitage, R., & Nye, J. (2007). *CSIS Commisision on Smart Power: A smarter, more secure America*. New-York: The Center for Strategic and International Studies.
- Arturo Hernandez, J. (2020). La colombie, éternelle tête de pont des états-unis en Amérique du sud. *Le Vent se lève*. Récupéré sur <https://lvsl.fr/la-colombie-eternelle-tete-de-pont-des-etats-unis-en-amerique-du-sud/>
- Borda, S. (2012). *La internacionalización de la paz y de la guerra en Colombia durante los Gobiernos de Andrés Pastrana y Álvaro Uribe. Búsqueda de legitimidad política y capacidad militar*. Bogotá: Ediciones Uniandes.
- Bostdorff, D. (2008). *Proclaiming the Truman Doctrine: The Cold War Call to Arms*. Texas A & M University Press.
- Bruce, B., & Tokatlian, J. (2011). La política de Colombia durante la década de los ochenta: Los límites de un poder regional. *En Relaciones internacionales y política exterior de Colombia*.
- Bustamante, M., & Chaskel, S. (2012, Février). Can Santos' Colombia Turn the page ? *Current History*, pp. 67-74.
- Cardona, D. (2001). La política exterior de la administración Pastrana (1998-2002). Hacia una evaluación preliminar. (U. d. Andes, Éd.) *Revista Colombia Internacional*, pp. 53-74.
- Devin, G. (2002). *Sociologie des relations internationales*. Paris: La Découverte.
- Dion, M. L., & Russler, C. (2008). *Eradication Efforts, the State, Displacement and Poverty: Explaining Coca Cultivation in Colombia during Plan Colombia*. *Journal of Latin American Studies*.
- Doire, V. (2007). Bilan de la politique étrangère des États-Unis en Amérique latine sous George W. Bush . *Centre d'études interaméricaines*.
- Donnelly, J. (2000). *Realism and International Relations*.
- Enciso Vanegas, C. A., & Julien, H. (2014). *Le Plan Colombia revisité (1999-2013)*. (CAIRN.INFO, Éd.) L'Esprit du temps.
- Gardner, C. L. (1987). *Safe for Democracy: The Anglo-American Response to Revolution, 1913-1923*. New-York: Oxford University Pres.
- Giguère, N. (2006). *Traité commercial États-Unis/Colombie : réticences au Congrès américain. Perspective Monde*.

- Gilderhus, M. T. (2006). *The Monroe Doctrine: Meanings and Implications*.
- González Monguí, E., & Villarreal Correcha Pablo, e. E. (2015). États-Unis-Colombie : un long chemin inachevé. *Outre-Terre*, pp. 62-66.
- Grosser, P. (1995). *Temps de la guerre froide: réflexions sur l'histoire de la guerre froide et les causes de sa fin*. Paris: Éditions complexes.
- Gupta, S. (2008). *The Doctrine of Pre-emptive Strike: Application and Implications During the Administration of President George W. Bush* (Vol. 29). India: Lucknow University of Lucknow. doi: <https://doi.org/10.1177/0192512107085611>
- Harnecker, M. (2018). *Amérique Latine: Laboratoire pour un socialisme du XXIe siècle*. Paris: Les Éditions Utopia.
- J.Katzenstein, P. (1996). *The Culture of National Security, Norms and Identity*. New-York: Columbia University Press.
- Joseph, N., & Keohane, R. O. (1977). *Power and Interdependence: World Politics in Transition*. Little Brown and Company.
- Kourliandsky, J.-J. (2003). *Les États-Unis et la Colombie: une réponse graduée à une menace virtuellement asymétrique*. La revue internationale et stratégique.
- Kourliandsky, J.-J. (2003). *Nouvelles menaces. Paradoxe latino-américain*.
- Kourliandsky, J.-J. (2008). Quelle autonomie pour l'Amérique latine ? *Revue internationale et stratégique*, 72(4), pp. 199-208.
- Kourliandsky, J.-J. (2003). *Les États-Unis et la Colombie: une réponse graduée à une menace virtuellement asymétrique*. La revue internationale et stratégique.
- LaFranchi, H. (2016). Colombia peace deal: US's quiet role signals new tone in Latin America. *The Christian Science Monitor*, 2. Récupéré sur <https://www.csmonitor.com/USA/Foreign-Policy/2016/0624/Colombia-peace-deal-US-s-quiet-role-signals-new-tone-in-Latin-America>
- Lasconjarias, G. (2016). Colombie : la longue marche vers la paix ? . *Politique étrangère*, pp. 37-48.
- Lasconjarias, G. (2016). *Colombie: la longue marche vers la paix ?*
- Layne, C. (1993). *The Unipolar Illusion: Why New Great Powers Will Rise*. MIT Press.
- Mackenzie. (2005). *Les FARC ou l'échec d'un communisme de combat: Colombie 1925-2005*. Paris: Éditions Publibook.
- Massé, F. (2003). *Les États-Unis et l'Europe face au conflit colombien*. Paris: Centre d'études et de recherches internationales.
- Medem, M. (2016). *Colombia feroz : Del terrorismo de Estado a la negociación con las FARC*. Madrid: Los Libros de la Catarata.

- Mora, F., & Cardoza Villasana, L. M. (1995). *Poder duro y poder blando: la influencia en las relaciones Estados Unidos-Paraguay*". Foro Internacional. Consulté le avril 5, 2021, sur <http://www.jstor.org/stable/27738511>
- Negri, A., & Hardy, M. (2012). *Commonwealth*.
- Nye, J. (1990). *The Changing Nature of World Power*. Political Science Quarterly.
- Nye, J. (2003). *The Paradox of American Power*.
- Nye, J. (2003). *U.S. Power and Strategy after Iraq*. Foreign Affairs.
- Nye, J. (2004). *Soft Power: The means to succes in World Politics*.
- Nye, J. (2013). *L'équilibre des puissances au XXIe Siècle*. Choiseul.
- Pardo, R. R. (2008). *La historia de las guerras*. Bogota: Ediciones B Colombia.
- Paris, R. (2008). Post-conflict peacebuilding. (O. U. Press, Éd.) *The Oxford Handbook on the United Nations*.
- Payne, K. (1986). *Strategic Defense: 'Star Wars' in Perspective*. University Press Of America.
- Payne, P. (2009). *Dead Last: The Public Memory of Warren G. Harding's Scandalous Legacy*. Athens: Ohio University Press.
- Pérez, R. S. (2002). *Los avatares del Plan Colombia, Plan Dignidad y el Plan Puebla Panamá*. México: Universidad Autónoma de Sinaloa, México.
- Ramirez, S. (2011). El giro de la politica exterior colombiana. *Nueva sociedad*, 79-95.
- Ramirez, S. (2012). Alcances de la Nueva Política Exterior Colombiana. *Foreign Affairs Latinoamérica*, pp. 38-45.
- Rioux, J.-F., Keenes, E., & Légaré, G. (1988). *Le néo-réalisme ou la formulation du paradigme hégémonique*.
- Roche, J.-J. (2008). *Théorie des relations internationales*. Paris: Montchrestien.
- Rojas Jiménez, H. H. (2019). *La politique extérieure de la Colombie, entre influence et indépendance. Le débat sur le rôle de président et de l'académie de formation des diplomates*. Bogota: Oasis.
- Rojas, D. (2013). *Las relaciones Colombia-Estados Unidos ¿ Llegó la Hora del Posconflicto ? Análisis Político*.
- Rojas, D. M. (2017). Estados Unidos en la construcción de la paz en Colombia. (a. U. Colombia, Éd.) *Mirada Internacional*, pp. 37-53.
- Sexton, J. (2012). *The Monroe Doctrine: Empire and Nation in Nineteenth-Century*. New-York: Hill & Wang Inc.
- Singer, M. (1972). *Weak States in a World of power*. New-York: Free Press.
- Sticker, M. (2001). *The Geopolitics of Security in the Americas: Hemispheric Denial from Monroe to Clinton*. Praeger Publishers Inc.

- Tamayo Ortiz, H. (2015). *Conflicto Armado en Colombia*. Prensa Editorial el Herald.
- Tickner, A. (2000). Tensiones y consecuencias indeseables de la política exterior estadounidense en Colombia. (U. d. Andes, Éd.) *Revista Colombia Internacional*, pp. 39-61.
- Tickner, A. B., & Cepeda-Másmela, C. (2013). La drogue dans les relations entre la Colombie et les États-Unis : bilan et perspectives. *Alternative SUD*, pp. 81-102.
- Tickner, A., & Bitar, S. (2017). *Nuevos enfoques para el estudio de las relaciones internacionales de Colombia*. Bogota: Universidad de los Andes.
- Tickner, A., & Sandra, B. (2011). Las Relaciones Internacionales en Colombia, creación, consolidación y producción disciplinar. (E. Uniandes, Éd.) *Relaciones internacionales y política exterior de Colombia*, pp. 26-45.
- University of Texas. (2012). *Derechos Humanos Afro Colombianos: Las Implicaciones del Tratado de Libre Comercio entre los EE.UU y Colombia*. Austin: Human rights and justice.
- Wallerstein, I. (2002). L'atterrissage forcé de l'aigle américain. *Revue internationale et stratégique*(48), pp. 43-52.
- Waltz, K. N. (1979). *Theory of international politics*. . Mass: Addison-Wesley Pub.
- Weisbrot, M. (2013). La politique d'Obama en Amérique latine. La continuité sans le changement. *Mouvements*, pp. 37-47..
- Weldes, J. (1999). *Constructing National Interests: the United States and the Cuban Missil Crisis*. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Westad, O. A. (2019). *La guerre froide et l'Amérique latine* (Vol. 13). Paris: Perrin.
- Zinn, H. (2003). *Une histoire populaire des États-Unis*. Marseille: Agone.

### **Article de journaux :**

- AFP. (2010). Le Vénézuélien Hugo Chavez et le Colombien Juan Manuel Santos veulent rétablir la paix. *France 24*, 2.
- Colson, M.-L. (1996). Samper se refait une virginité à Paris. *Libération*, 1.
- El Espectador. (2013). César Gaviria dice que los dineros del narcotráfico financiaron campaña de Pastrana. *El Espectador*, 1.
- El Tiempo. (2012, aout 28). EE. UU., OEA y Unión Europea respaldan contactos de Gobierno con FARC. *El tiempo*. Récupéré sur <https://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-12172203>
- El Tiempo. (2012, Septembre 4). Venezuela, Chile y Noruega saludan las conversaciones con las FARC. *El Tiempo*. Récupéré sur <https://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-12193872>

- El Tiempo. (2013, Aout 12). 'Estados Unidos no va a abandonar este proceso de paz': Kerry. *El Tiempo*. Récupéré sur <https://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-12988083>
- El Tiempo. (2015, Avril 21). EE. UU. continúa respaldando el proceso de paz en Colombia. *El Tiempo*. Récupéré sur <https://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-15605235>
- El Tiempo. (2016, Octobre 30). EE. UU. apoya nuevo diálogo para salvar acuerdo de paz con las Farc. *El Tiempo*. Récupéré sur <https://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-16717400>
- Fields, G. (2009). White House Czar Calls for End to 'War on Drugs'. *Wall Street Journal*.
- Goodman, J. (2017, Janvier 22). Trump's State nominee raises doubts on Colombia peace pact. *AP News*.
- Le Monde. (2010). Alvaro Uribe ne pourra pas se présenter une troisième fois à la présidence colombienne. *Le Monde*, 1.
- Lemoine, M. (2003, mai). En nombre del «destino manifiesto». *Le Monde diplomatique*(47), 5.
- Neuman, W. (2016, Février 5). A Democratic Diplomat, at Ease With Both Guerrillas and the G.O.P. *The New-York Times*, 2.
- Semana. (2014, Juin 17). Joe Biden reitera el apoyo de EE. UU. al proceso de paz. *Semana*. Récupéré sur <https://www.semana.com/nacion/articulo/joe-biden-reitera-el-apoyo-de-eeuu-al-proceso-de-paz/392452-3/>

### **Divers :**

- Assemblée Générale des Nations Unies. (1998). LES CONCEPTS DE RESPONSABILITE PARTAGEE ET D'ACTION CONCERTEE DEVRAIENT GUIDER LES EFFORTS DE LUTTE CONTRE LA DROGUE. AG/766, (p. 15). New-York. Consulté le avril 6, 2021, sur <https://www.un.org/press/fr/1998/19980608.ag766.html>
- Bureau of Western Hemisphere Affairs. (2011). *U.S Department of State. Building on progress by Plan Colombia. The Colombia Strategic Development Initiative (CSDI)*. Washington: U.S Department of State.
- Denis, A. (2011). Bogota se réjouit de l'accord de libre échange avec les Etats-Unis. *Latina-eco*.
- Santos, J. M. (2015). Colombie: l'adieu aux armes. *Politique internationale*, 161-170.
- The White House. (2016, Février 4). Remarks by President Obama and President Santos of Colombia at Plan Colombia Reception. Washington: Office of the Press Secretary. Récupéré sur <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2016/02/05/remarks-president-obama-and-president-santos-colombia-plan-colombia>
- US Department Of State. (2011). *U.S.-Colombia High-Level Partnership Dialogue*. Washington, DC: George C. Marshall Conference Center. Récupéré sur <https://2009-2017.state.gov/secretary/20092013clinton/rm/2011/05/164693.htm>

USAID, (. S. (2014). *Country development cooperation strategy 2014-2018 a path to peace*.  
Récupéré sur [https://2012-  
2017.usaid.gov/sites/default/files/documents/1862/USAID%20Colombia%20CDCS.p  
df](https://2012-2017.usaid.gov/sites/default/files/documents/1862/USAID%20Colombia%20CDCS.pdf).

## **Résumé**

À la suite de la chute de l'Union Soviétique, le monde était caractérisé par l'unipolarité et les États-Unis étaient alors considéré comme une nation hégémonique. Or selon certains réalistes, cette situation unipolaire n'est pas prévue pour durer dans le temps, l'hégémonie américaine devant subir le même sort.

En partant du postulat de redistribution du pouvoir au niveau mondial, ce travail aura pour but, à travers les concepts d'hégémonie, de *Hard Power* et de *Soft Power* d'analyser la politique extérieur des États-Unis en Colombie ainsi que son influence sur le processus de paix. Cette analyse sera conduite dans le but de déterminer si au cours du XXIème siècle, cette influence hégémonique américaine a pu diminuer, tout du moins en Colombie.

Afin de répondre à cette question, les relations bilatérales entre les deux acteurs ainsi que les évènements politiques et les évolutions de politiques étrangères, serviront comme point de départ.

## ***Hégémonie- Hard Power-Soft Power-Interdépendance-Politique extérieure***

